



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

Rapport d'activité 2015



Le Secrétariat général de
l'UpM est cofinancé par
l'UNION EUROPÉENNE



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

Rapport d'activité 2015



Le Secrétariat général de
l'UpM est cofinancé par
l'UNION EUROPÉENNE



Table des matières

PRÉSENTATION DE L'UpM

- 4 Message du Secrétaire général de l'UpM
- 6 Données et chiffres clés
- 8 Temps forts de l'UpM en 2015
- 10 Introduction

POLITIQUES MISES EN ŒUVRE POUR ASSURER UN MEILLEUR AVENIR EN MÉDITERRANÉE

- 16 **Développement des entreprises**
Employabilité des jeunes et croissance inclusive
- 24 **Transport**
Faciliter l'accès au transport et la mobilité terrestre et maritime
- 29 **Développement urbain**
Promouvoir des projets urbains innovants et durables
- 32 **Énergie**
Améliorer le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
- 36 **Action pour le climat**
Répondre aux défis qu'implique le changement climatique dans la région



- 38 **Eau et environnement**
Promouvoir les projets liés à l'eau et à l'environnement pour un avenir durable dans la région méditerranéenne
- 45 **Enseignement supérieur et recherche**
Améliorer la mobilité étudiante et l'employabilité des jeunes grâce à l'éducation
- 51 **Affaires civiles et sociales**
Promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation socio-économique des femmes

LIENS RENFORCÉS AVEC LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS DE L'UpM

- 60 Coordination renforcée avec les institutions méditerranéennes
- 60 Bâtir des partenariats avec les acteurs financiers
- 61 Organisations et initiatives régionales, sous-régionales et internationales
- 62 Partenariats développés en 2015

COMMUNICATION

- 64 Sensibiliser un public plus large

Message du Secrétaire général de l'UpM

La Méditerranée, une région confrontée à des défis croissants

La Méditerranée fait face à des défis d'une ampleur sans précédent, liés au terrorisme, à l'extrémisme, au radicalisme et à la xénophobie, ainsi qu'à la tragédie de la crise des réfugiés et de la migration irrégulière où des dizaines de milliers de personnes risquent leur vie en traversant la Méditerranée. L'urgence et la gravité de ces défis exige, plus que jamais, de renforcer la coopération régionale euro-méditerranéenne et de mettre en oeuvre un agenda commun pour la Méditerranée. Les défis régionaux exigent des solutions régionales.

Lors de la conférence ministérielle informelle de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone le 26 novembre 2015, 20 ans exactement après le lancement du Processus de Barcelone, les ministres des Affaires étrangères des États membres de l'UpM et leurs représentants, sous la présidence de M^{me} Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union européenne et vice-Présidente de la Commission européenne, et de M. Nasser Judeh, vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et des Expatriés du Royaume hachémite de Jordanie, ont unanimement exprimé leur engagement commun à travailler ensemble à une coopération régionale plus forte et plus opérationnelle permettant de relever ces défis.

Des défis mais également des opportunités

Le potentiel des opportunités à saisir en Méditerranée est considérable et largement inexploité. Berceau de civilisations majeures, la Méditerranée est également jeune; par sa démographie, mais également par la richesse de ses talents et énergies créatives qui représentent un puissant atout pour la compétitivité globale de la région.

Une intégration régionale plus poussée est désormais essentielle pour assurer un meilleur avenir socio-économique en Méditerranée. Une plus grande connectivité, le développement des échanges commerciaux et des investissements, ainsi que les progrès du développement durable seront de puissants leviers pour accroître la compétitivité de l'ensemble de la région euro-méditerranéenne au sein de l'économie mondiale.

Renforcer le capital humain de la région est la condition du développement durable et de la croissance inclusive. C'est la raison pour laquelle le développement humain est une priorité transversale de l'ensemble des activités régionales de l'UpM, notamment dans l'enseignement supérieur, la formation professionnelle (EFP), l'autonomisation des jeunes et l'égalité des genres, favorisant ainsi l'inclusion sociale.

L'Union pour la Méditerranée: une organisation orientée vers l'action

L'Union pour la Méditerranée est la seule organisation intergouvernementale euro-méditerranéenne réunissant les 28 pays de l'Union européenne et les 15 pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée est l'institution qui permet une interaction constante avec les États membres et les différents acteurs de la coopération à travers la région.

Sous la direction de la co-présidence de l'UpM, assurée par l'Union européenne et le Royaume hachémite de Jordanie, et avec la participation active de tous les États membres, le Secrétariat général de l'UpM a développé un nombre croissant d'activités et une méthodologie unique qui ont produit des résultats concrets et donné une nouvelle dynamique au cadre de coopération régional ces dernières années.



Les co-présidents de l'UpM, M. Nasser Judeh, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Expatriés du Royaume hachémite de Jordanie, et M^{me} Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union européenne et vice-Présidente de la Commission européenne, avec le Secrétaire général, Fathallah Sijilmassi, à la conférence de l'UpM: Vers un agenda de développement commun pour la Méditerranée.

La valeur ajoutée de l'UpM repose sur l'interrelation entre la dimension politique et sa traduction opérationnelle au travers de projets concrets mis en oeuvre sur le terrain qui, en retour, alimentent l'établissement de politiques pertinentes à travers une approche multi-acteurs inclusive.

L'UpM est un écosystème. Dans le cadre d'une approche concertée, les institutions, les universités, les étudiants, les chercheurs, les parlementaires, les autorités locales, le secteur privé, les ONG, les acteurs sociaux et les acteurs de la coopération décentralisée contribuent de manière décisive à l'efficacité de la coopération régionale, au service de l'objectif général de compréhension mutuelle, de dialogue interculturel, de développement, de paix et de stabilité.

L'approche multi-acteurs du Secrétariat général est essentielle pour développer les opportunités à travers l'échange de pratiques exemplaires, le partage d'expériences, l'identification de méthodologies innovantes et le développement des réseaux régionaux et sous-régionaux. L'UpM permet également de mieux mettre en évidence les contributions de la région euro-méditerranéenne à l'agenda mondial et de relier les initiatives régionales en Méditerranée aux objectifs globaux de développement durable.

Le travail réalisé en 2015 a produit des résultats encourageants et tangibles qui doivent maintenant être amplifiés pour contribuer à répondre aux défis de la région.

Ne perdons pas de vue le potentiel humain, social et économique considérable que représente la région méditerranéenne et son ouverture vers l'Afrique. Ce potentiel constitue un atout majeur dans le cadre de la mondialisation. Adoptons une approche ambitieuse et proactive de notre avenir commun en Méditerranée.

J'espère que cette présentation générale de nos activités vous incitera à travailler avec nous. Ensemble, nous pouvons contribuer positivement au bien-être de notre région.

Fathallah Sijilmassi

Activités de l'UpM 2013-2016



7 conférences ministérielles de l'UpM

- Économie bleue (nov. 2015)
- Économie numérique (sept. 2014)
- Environnement et changement climatique (mai 2014)
- Coopération industrielle (fév. 2014)
- Énergie (déc. 2013)
- Transport (nov. 2013)
- Renforcement du rôle des femmes dans la société (sept. 2013)

Priorités de l'UpM



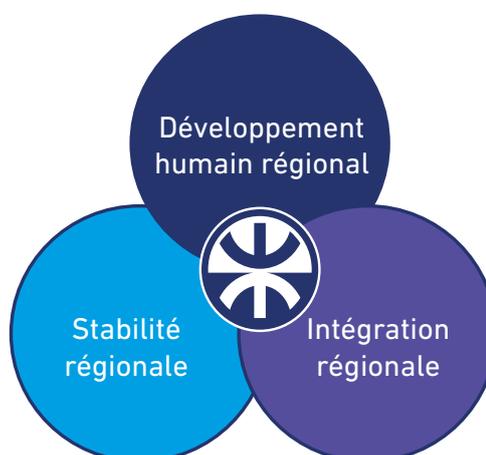
Employabilité des jeunes
et croissance inclusive



Autonomisation
des femmes



Développement durable et
infrastructures

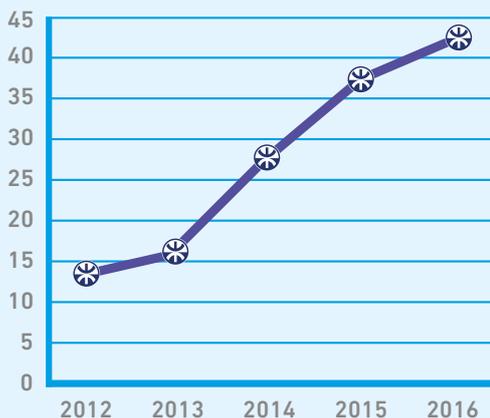


États membres de l'UpM

Albanie • Algérie • Allemagne • Autriche • Belgique • Bosnie-Herzégovine • Bulgarie • Chypre • Croatie • Danemark • Égypte • Espagne • Estonie • Finlande • France • Grèce • Hongrie • Irlande • Israël • Italie • Jordanie • Lettonie • Liban • Lituanie • Luxembourg • Malte • Maroc • Mauritanie • Monaco • Monténégro • Palestine • Pays-Bas • Pologne • Portugal • République tchèque • Roumanie • Royaume-Uni • Slovaquie • Slovénie • Suède • Syrie • Tunisie • Turquie



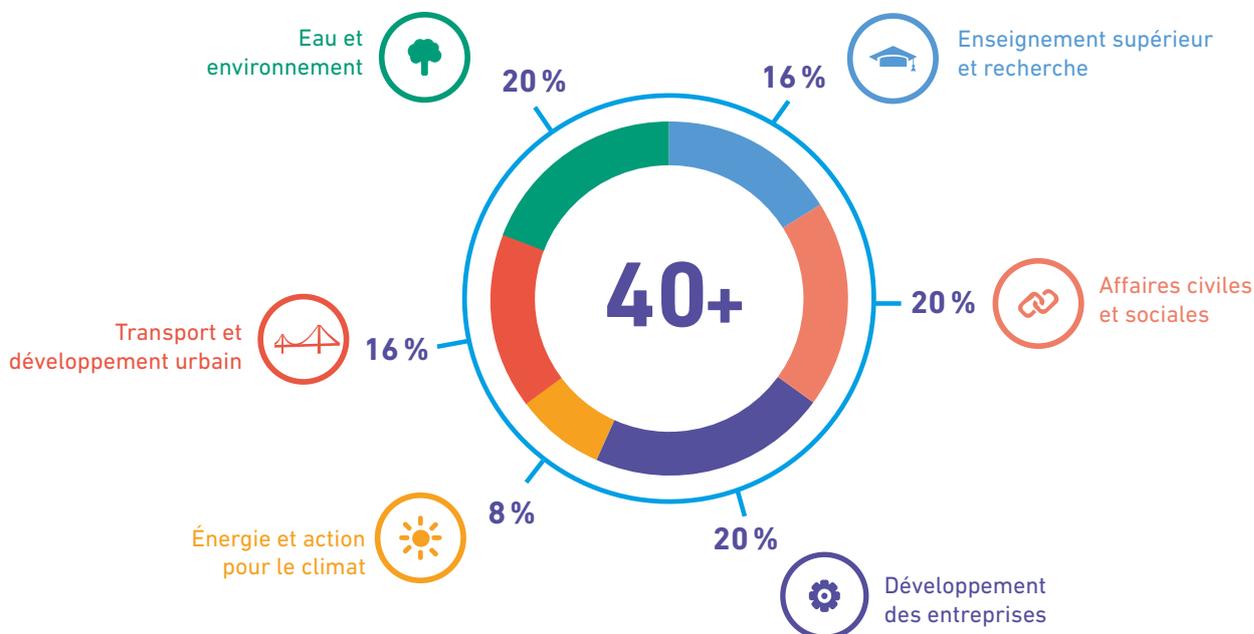
Augmentation significative des projets labellisés par l'UpM



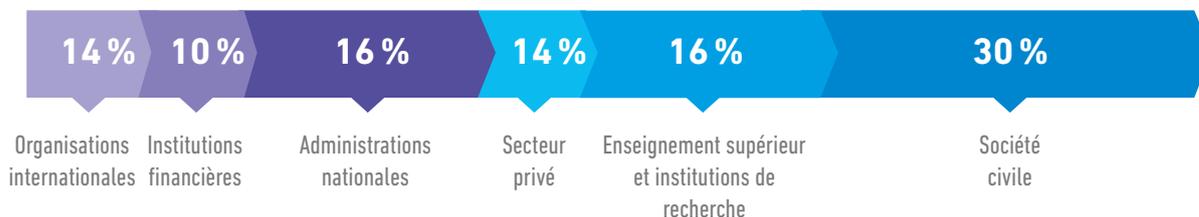
Plateforme pour la coopération

- 12 conférences de haut niveau (changement climatique, développement, coopération économique, sécurité alimentaire, emploi, secteur privé, transport, autonomisation des femmes)
- 16 réunions des hauts fonctionnaires représentants des 43 États membres
- >120 forums d'experts et tables rondes rassemblant plus de 10 000 acteurs

Projets labellisés Par domaine



Par promoteur





Temps forts de l'UpM en 2015



LANCEMENT DU PROGRAMME DU Réseau méditerranéen nouvelle chance (MedNC).

PAYS

DZ FR MA TN



Plus de 100 parlementaires euro-méditerranéens et le Secrétariat général de l'UpM se rencontrent pour échanger leurs points de vue concernant les défis et opportunités de la région aux niveaux économique, social et sécuritaire.



LANCEMENT DU PROJET

Tafila Wind Farm
117MW.

PAYS

JO

JANVIER

FÉVRIER



LANCEMENT DES

programmes de master de l'EMUNI.



PROJET RÉGIONAL (OUVERT À TOUS LES PAYS DE L'UPM)



Le commissaire européen, Johannes Hahn, l'ancien premier-ministre tunisien, Mehdi Jomaa, et le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, conviennent de renforcer la coopération entre le secteur privé, les institutions financières internationales et les organisations régionales.



LANCEMENT DU

programme de renforcement des capacités «Intégrité dans le domaine de l'eau dans la région MENA».

PAYS

JO LB MA PS TN



LABELLISATION DU PROJET

Femmes d'avenir en Méditerranée (FAM).

PAYS

DZ EG JO LB
MA PS TN TR

AVRIL

MAI



L'UpM, la FAO et la BERD renforcent la sécurité alimentaire dans la région méditerranéenne.



LABELLISATION DU PROJET

CEED – Autonomisation des femmes dans les affaires.

PAYS

AL MA TN



LABELLISATION DU PROJET

UPFI – Projet de développement de la troisième phase du plan d'aménagement de la vallée du Bouregreg (projet d'aménagement de la vallée du Bouregreg).

PAYS

MA



LANCEMENT DU PROJET

Femmes d'avenir en Méditerranée (FAM).

PAYS

DZ EG JO LB MA PS TN TR

MAI

JUIN



La Haute Représentante de l'Union européenne et vice-Présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, le ministre Nasser Judeh et 43 pays envoient un signe fort d'engagement politique à l'UpM. Ils lancent un appel à l'unité et à l'action commune pour faire face aux défis dans la région méditerranéenne à l'occasion de la 1^{re} réunion ministérielle informelle des Affaires étrangères depuis 2008.



Ministérielle UpM sur l'Économie Bleue.



Publication du réexamen de la politique européenne de voisinage soulignant les «progrès réalisés en matière de coopération régionale grâce à l'UpM, qui s'est imposée comme un précieux forum de discussion politique et économique».

NOVEMBRE



Développement des entreprises



Transport et développement urbain



Énergie et action pour le climat



LANCEMENT DU PROJET
Opportunités en Méditerranée pour le recrutement de cadres d'excellence (HOMERE).

PAYS

DZ EG FR GR IT LB MA ES TN



Le Secrétariat général de l'UpM assure le suivi opérationnel du Dialogue 5+5 sur l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation.



LABELLISATION DE

Med4Jobs – Programme régional d'employabilité des jeunes – Maharat (Maharat MED).

PAYS

EG JO MA PS

MARS



LANCEMENT DE PROJETS

La réunion des hauts fonctionnaires a approuvé la mise en place des 3 plateformes énergétiques de l'UpM portant sur le gaz, les marchés régionaux de l'électricité et les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.



LANCEMENT DU PROJET

Éducation à la citoyenneté et à l'égalité pour la prévention de la violence à l'école: Former des citoyens responsables.

PAYS

EG MA TN



LANCEMENT DU PROJET

Développer l'autonomie des femmes (DAF).

PROJET RÉGIONAL (OUVERT À TOUS LES PAYS DE L'UpM)



250 experts réunis à la conférence de l'UpM consacrée à l'autonomisation des femmes et à la promotion de la participation des femmes à la vie économique.



Les responsables d'institutions en charge du dialogue interculturel et interreligieux se rencontrent à Barcelone pour faire face aux défis de la région.



LANCEMENT DU PROJET

MedReSCP : Post-Rio +20 : Soutien de l'adoption des modèles de consommation et production durables (CPD) et d'utilisation rationnelle des ressources (URR) en Méditerranée.

PAYS

AL BA EG JO ME MA TN TR



LABELLISATION DU PROJET

Energy University de Schneider Electric soutenu par l'UpM.

PROJET RÉGIONAL (OUVERT À TOUS LES PAYS DE L'UpM)



LABELLISATION DU PROJET

Autonomisation économique des femmes dans la région MENA de l'ONU.

PAYS

DZ EG JO LB MA PS TN

JUILLET

OCTOBRE

NOVEMBRE



LANCEMENT DE L'INITIATIVE
Med4Jobs – Réseau Entreprendre en Méditerranée.

PAYS

MA TN



LABELLISATION DU PROJET

Economic Development through Inclusive and Local Empowerment (EDILE).

PAYS

ES FR IT LB PS TN



LABELLISATION DU PROJET

EUROMED Invest Promotion & Observatory (EMIPO).

PAYS

DZ EG IL JO
LB MA PS TN



L'UpM se voit accorder le statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations Unies.

DÉCEMBRE



Enseignement supérieur et recherche



Affaires civiles et sociales



Eau et environnement

Introduction

L'Union pour la Méditerranée: une organisation unique servant une ambition commune

L'Union pour la Méditerranée est la seule organisation euro-méditerranéenne intergouvernementale réunissant les 28 pays de l'Union européenne et les 15 pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Elle a pour objectif de renforcer la coopération et le dialogue régional entre ses États membres.

Face à l'ampleur des défis urgents que connaît la région, mais également au potentiel largement inexploité en termes d'opportunités, l'UpM a mis en oeuvre, en 2015, un **agenda de développement méditerranéen** renforcé, s'appuyant sur les progrès réalisés, sur l'identité et la valeur ajoutée de l'UpM et sur une méthodologie consolidant la coopération régionale euro-méditerranéenne.

Important soutien dans le cadre du réexamen de la PEV

Les conclusions du Conseil européen de décembre 2015 ont souligné que «l'Union pour la Méditerranée s'est révélée précieuse pour la tenue de discussions politiques et économiques ainsi que pour l'adoption de projets concrets dans des secteurs prioritaires». Il a également été souligné que l'UpM «devrait être considérée comme un cadre régional essentiel au dialogue politique et aux efforts de coopération régionale, y compris grâce à la tenue régulière de réunions ministérielles».

Statut d'observateur aux Nations Unies (ONU)

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Résolution A/70/124 le 14 décembre 2015, octroyant le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'initiative du Royaume hachémite de Jordanie, co-président de l'Union pour la Méditerranée, avec le parrainage des États membres. Cette solution renforce le rôle global de l'UpM en tant que moteur de la coopération et de l'intégration régionales en Méditerranée.



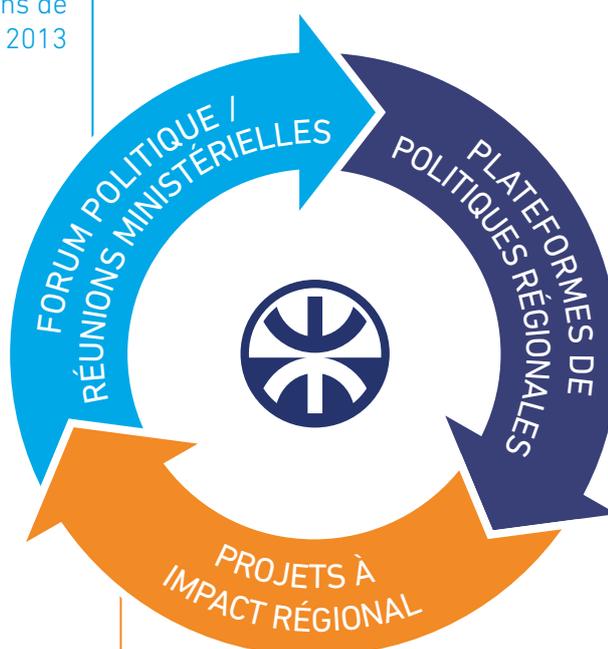
Lors de la conférence ministérielle informelle organisée à Barcelone le 26 novembre 2015, **20 ans après le lancement du Processus de Barcelone**, les ministres des Affaires étrangères des États membres de l'UpM et leurs représentants, sous la présidence des co-présidents de l'UpM, Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union européenne et vice-Présidente de la Commission européenne, et Nasser Judeh, vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et des Expatriés du Royaume hachémite de Jordanie, ont unanimement exprimé leur engagement commun à travailler ensemble à une coopération régionale approfondie et opérationnelle dans le cadre de l'UpM.

«La coopération régionale dans le voisinage méridional a connu des progrès grâce à l'Union pour la Méditerranée. L'organisation s'est imposée comme **un forum de discussion politique et économique précieux**, fournissant un cadre de coopération sur des questions d'intérêt commun et sur des projets opérationnels dans la région. Nombre d'intervenants lors des consultations publiques ont recommandé de renforcer cette coopération. La Commission et la Haute Représentante travaillent pour dynamiser davantage cette coopération régionale. C'est pourquoi l'Union européenne donne la priorité, dans la mesure du possible, à l'Union pour la Méditerranée dans ses efforts de coopération régionale.»

Communication commune sur le réexamen de la politique européenne de voisinage le 18 novembre 2015 par la Commission européenne et la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité

LES RÉSULTATS SUIVANTS ONT ÉTÉ OBTENUS en février 2016

7 conférences ministérielles
et plus de 15 réunions de
haut niveau depuis 2013



8 nouveaux projets ont été labellisés en 2015 et 4 nouveaux projets en février 2016, soit un total de 41 projets de coopération régionale représentant plus de 5 milliards d'euros

Des dialogues régionaux de plus en plus structurés ont impliqué un réseau de coopération de plus de **10 000 acteurs** autour de la Méditerranée, notamment des organisations spécialisées, des parlementaires, des représentants de la société civile, des institutions financières internationales, des agences de développement, des représentants de l'industrie, le secteur privé, ainsi que des universités

LES ACTIVITÉS DE L'UpM ABORDENT 3 PRIORITÉS CLÉS INTERDÉPENDANTES DE LA RÉGION: LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN, LA STABILITÉ ET L'INTÉGRATION

Elles visent principalement 3 domaines:



EMPLOYABILITÉ DES JEUNES et CROISSANCE INCLUSIVE

 **15** projets

 Plus de **100 000** bénéficiaires



AUTONOMISATION DES FEMMES

 **8** projets

 Plus de **50 000** bénéficiaires



DÉVELOPPEMENT DURABLE

 **18** projets

 **DES MILLIONS DE PERSONNES** de toute la région vont bénéficier directement et indirectement de l'amélioration des conditions de vie.

La réserve de projets de l'UpM continue de se développer, avec les



8 nouveaux projets suivants labellisés en 2015



1 Maharat MED – Développer les compétences entrepreneuriales et l'employabilité des jeunes

2 Economic Development through Inclusive and Local Empowerment

3 EUROMED Invest Promotion & Observatory



4 Femmes d'avenir en Méditerranée

5 Autonomisation économique des femmes dans la région MENA

6 Développement CEED des petites et moyennes entreprises



7 Développement de la vallée du Bouregreg

8 Projet Energy University de Schneider Electric soutenu par l'UpM

Méthodologie de travail de l'Union pour la Méditerranée: un atout pour répondre aux défis de la région

Le travail de l'UpM a reçu un important soutien politique au cours de l'année 2015, permettant ainsi au Secrétariat général d'accélérer et d'amplifier ses efforts.

La Haute Représentante de l'Union européenne et vice-Présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, et le Commissaire européen à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage, Johannes Hahn, ont présenté le résultat du réexamen de la politique européenne de voisinage le 18 novembre 2015. La nouvelle PEV souligne la solide volonté politique de l'UE de «renforcer davantage l'UpM en tant que véritable expression politique de la co-appropriation de la gestion des enjeux communs dans la région méditerranéenne». Cela fait suite également aux différentes consultations organisées au Secrétariat général avec les pays du sud de la Méditerranée: les réunions ministérielles le 13 avril à Barcelone, à l'invitation des co-présidents et du premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, et le 24 juin à Beyrouth, à l'invitation des co-présidents et du ministre des Affaires étrangères du Liban, Gebran Bassil, au cours desquelles les pays du sud de la Méditerranée ont explicitement exprimé le besoin de renforcer l'UpM.

L'UpM a intensifié ses efforts en 2015 pour **réunir les acteurs de la coopération** et pour renforcer ses partenariats existants en s'appuyant sur les synergies permettant d'accroître l'impact des activités et de trouver des réponses économiquement viables et adaptées aux besoins de la région. Des efforts ont également été entrepris pendant l'année pour améliorer **la visibilité de l'UpM vis-à-vis de ses partenaires institutionnels**.



Les 22 et 23 juillet au siège de l'UpM à Barcelone, une réunion sur le **dialogue interculturel et interreligieux** s'est tenue, à l'initiative de l'Espagne, en partenariat avec la Fondation Anna Lindh, le Centre international du roi Abdallah Ben Abdelaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel, l'Alliance des civilisations des Nations Unies et l'Union européenne. Le dialogue interculturel et interreligieux peut devenir un puissant outil au service de la stabilité et de la paix, pour lutter contre l'intolérance et l'extrémisme et promouvoir les valeurs de coexistence pacifique et de compréhension mutuelle. La conférence a réuni 80 représentants d'institutions pour le dialogue interculturel et la coopération, d'organisations interreligieuses et d'autorités religieuses.



1. IDENTIFICATION DES PROJETS

PROMOUVOIR LE DIALOGUE RÉGIONAL

Partenaires institutionnels, Partenaires financiers, Secteur Privé, Société Civile, États Membres

Identification de priorités régionales et de projets pertinents dans 3 thématiques stratégiques

CROISSANCE INCLUSIVE ET EMPLOYABILITÉ DES JEUNES

- Favoriser la création d'emplois
- Promouvoir la mobilité des jeunes
- Soutenir le développement des compétences et la formation professionnelle
- Encourager l'entrepreneuriat

AUTONOMISATION DES FEMMES

- Promouvoir l'égalité des genres
- Lutter contre la violence et la discrimination
- Changer les mentalités et les comportements
- Renforcer la participation économique des femmes

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Améliorer les conditions de vie en milieu urbain
- Établir un réseau de transport intégré
- Promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
- Protéger et préserver les ressources environnementales
- Promouvoir un accès universel à l'eau

Consultez l'agenda public de l'UpM à l'adresse suivante : <http://ufmsecretariat.org/events/>

2. ANALYSE DE PROPOSITIONS DE PROJETS DE PROMOTEURS

PRENDRE PART AUX RÉPONSES OPÉRATIONNELLES

Proposition de projet

Les projets doivent être présentés par des promoteurs expérimentés et respecter **les critères de labellisation de l'UpM** suivants :

- ✓ Répondre aux principaux défis de la région dans l'un des six secteurs mandatés par l'UpM : Développement des entreprises, Énergie et Changement Climatique, Eau et Environnement, Enseignement Supérieur et Recherche, Affaires Civiles et Sociales, Transport et Développement Urbain
- ✓ Présenter une dimension régionale, sous-régionale ou transnationale
- ✓ Améliorer l'intégration régionale
- ✓ Encourager la coopération Nord-Sud et Sud-Sud
- ✓ Présenter des perspectives financières claires (le label UpM est un engagement politique et non financier)

Découvrez les lignes directrices des projets de l'UpM et les modèles officiels à l'adresse suivante : <http://ufmsecretariat.org/fr/how-to-submit-a-project/>

3. LABELLISATION DES PROJETS PAR L'UPM

ASSURER UN APPUI POLITIQUE UNIQUE

43 représentants des pays de l'UpM se réunissent tous les 3 mois pour discuter du contexte politique de la région et approuver des projets et des initiatives par **DÉCISION UNANIME**

Les projets sont labellisés

La labellisation par les pays de l'UpM fournit :

- ✓ Un engagement politique fort des 43 pays
- ✓ Une visibilité et une reconnaissance régionales
- ✓ Un accès à des partenariats dynamiques avec un large éventail de partenaires financiers et techniques
- ✓ Le principe de géométrie variable, permettant de reproduire des projets réussis et de partager les meilleures pratiques à travers toute la région

Consultez l'ensemble des projets et des initiatives de l'UpM à l'adresse suivante : <http://ufmsecretariat.org/fr/projects/>

4. MISE EN ŒUVRE DES PROJETS ET RÉSULTATS

OBTENIR DES RESULTATS A FORT IMPACT SUR LES CITOYENS

+ de 40 projets labellisés par l'UpM dans la région d'une valeur de plus de 5 milliards d'euros

<p>CROISSANCE INCLUSIVE ET EMPLOYABILITÉ DES JEUNES</p> <p>15+ projets labellisés 100.000+ bénéficiaires</p>	<p>AUTONOMISATION DES FEMMES</p> <p>8+ projets labellisés 50.000+ bénéficiaires</p>	<p>DÉVELOPPEMENT DURABLE</p> <p>18+ projets labellisés Plus de 4 milliards d'€ en investissements</p>
---	--	--

Pour toute question relative aux initiatives, au label et au cycle de projet de l'UpM, contactez : project.info@ufmsecretariat.org



Politiques mises en œuvre pour assurer un meilleur avenir en Méditerranée

	Développement des entreprises	16
	Transport et développement urbain	24
	Énergie et action pour le climat	32
	Eau et environnement	38
	Enseignement supérieur et recherche	45
	Affaires civiles et sociales	51

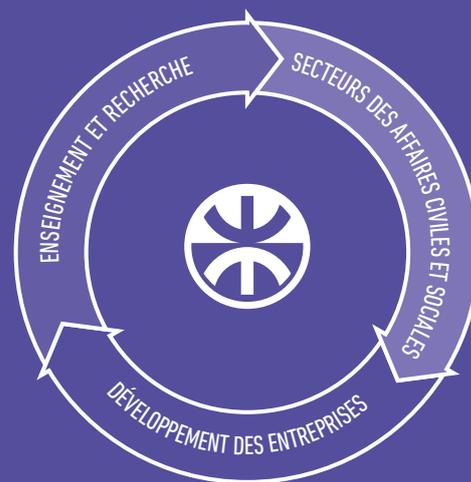


EMPLOYABILITÉ DES JEUNES ET CROISSANCE INCLUSIVE

Une question fondamentale pour la stabilité régionale

Près de 60 % de la population régionale est aujourd'hui âgée de moins de 30 ans et le nombre de jeunes de moins de 15 ans devrait augmenter de plus de 18 % d'ici à 2020¹. Chaque année, 2,8 millions de jeunes entrent sur le marché du travail dans la région MENA. Avec une moyenne de près de 30 % de chômage chez les jeunes, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord possède l'un des taux de chômage des jeunes les plus élevés au monde. L'Organisation Internationale du Travail estime que le produit intérieur brut (PIB) de la région devrait augmenter de 25 milliards de dollars d'ici 2018, si le taux de chômage des jeunes venait à diminuer de moitié².

L'employabilité des jeunes est une question fondamentale, à la fois pour les pays du sud de la Méditerranée et pour l'UE. Ainsi, il existe des bases solides pour la coopération régionale et les actions menées par l'Union pour la Méditerranée dans ce domaine consistent à améliorer les efforts pour avoir un plus fort impact sur l'employabilité des jeunes, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, par le biais de projets exemplaires et de la reproduction de meilleures pratiques.



25 milliards de dollars d'ici 2018

L'augmentation potentielle dans la région du produit intérieur brut si le chômage des jeunes est réduit de moitié

¹ Source: OIT (<http://www.silatech.com/home/news-events/silatech-news/silatech-news-details/2014/11/04/mena-s-long-run-a-region-off-track-generation-unemployed>)

² Source: OIT – voir ci-dessus.



Dialogue régional (réunions ministérielles, plateformes, groupes d'experts)

Des réunions consacrées au dialogue régional ont eu lieu en 2015 pour faciliter la coopération entre les acteurs locaux et régionaux, établir un dialogue sur les questions d'intérêt commun, échanger les meilleures pratiques et explorer des opportunités pour reproduire et/ou améliorer éventuellement des projets spécifiques:

- Un atelier régional a été co-organisé avec la Société allemande de coopération internationale (GIZ) à Milan, auquel ont participé des représentants de ministères, d'associations d'entreprises, de la société civile et de programmes de promotion de l'emploi de toute la région. L'objectif consistait à créer un réseau de services d'emploi publics et privés, afin d'identifier et de promouvoir des approches innovantes en matière d'intervention axées sur l'emploi des jeunes, et de présenter les pratiques exemplaires dans les processus nationaux ou régionaux de réforme. Ce projet doit être labellisé en 2016.
- Participation active à la quatrième réunion du groupe de travail de haut niveau en Méditerranée sur l'emploi et le travail, organisée à Bruxelles par la Commission européenne – Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion – et préparation de la prochaine conférence ministérielle de l'UpM sur le travail et l'emploi, qui doit avoir lieu au cours du second semestre 2016 à Amman, en Jordanie.
- Des groupes de travail spécifiques sur la création d'emplois à Amman et à Bruxelles ont étudié des initiatives efficaces et innovantes qui soutiennent la création d'emplois dans l'économie formelle et facilitent la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, en se concentrant tout particulièrement sur les jeunes.
- Participation à la quatrième réunion du conseil consultatif de l'initiative Communautés entrepreneuriales (février 2015) organisée par la Fondation européenne pour la formation (ETF), et au processus de sélection des meilleures communautés entrepreneuriales suite au lancement de l'appel à manifestation en novembre 2014.
- Une réunion régionale de haut niveau a été co-organisée par l'UpM et l'IEMed sur «L'innovation et les technologies de l'information et de la communication». Son objectif était de discuter et d'échanger sur les idées et les meilleures pratiques susceptibles d'inciter les acteurs privés et publics de la région, ainsi que l'ensemble des acteurs, à développer les cadres et les outils stimulant l'entrepreneuriat et la création d'emplois en Méditerranée.



Premier atelier préparatoire et dialogue des professionnels – MENA. 14-16 octobre 2015

Réunion de haut niveau portant sur «L'innovation et les technologies de l'information et de la communication». 5-6 octobre 2015





Promouvoir la création d'emplois en Méditerranée

L'Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi (Med4Jobs)

Dans le cadre de cette initiative intersectorielle basée sur des projets et motivée par la nécessité de mettre en place une initiative régionale intégrée dans le champ d'application de la création d'emplois, l'UpM a labellisé trois nouveaux projets, outre les sept projets préexistants (Med4Jobs cible actuellement plus de 100 000 jeunes bénéficiaires et soutient le développement de plus de 800 PME dans la région.)³:

Point fort des projets **Med4Jobs**

Développer les compétences entrepreneuriales et l'employabilité des jeunes - Maharat (Maharat MED)

Les objectifs du projet sont de générer un esprit d'entreprise chez les jeunes pour transformer des chercheurs d'emploi en créateurs d'emplois capables d'augmenter leurs opportunités d'emploi et de développer les compétences et les capacités pour renforcer les aptitudes d'employabilité des jeunes. Suite à la labellisation, il a été convenu avec le promoteur que la phase de mise en œuvre serait bientôt effective tout en prenant contact avec de potentiels bailleurs de fonds, notamment l'Agence canadienne de développement et le ministère britannique du Développement international (DFID). La stratégie de financement vise à mobiliser des partenaires locaux dans les pays où le projet est mis en œuvre (Égypte, Jordanie, Maroc et Palestine).

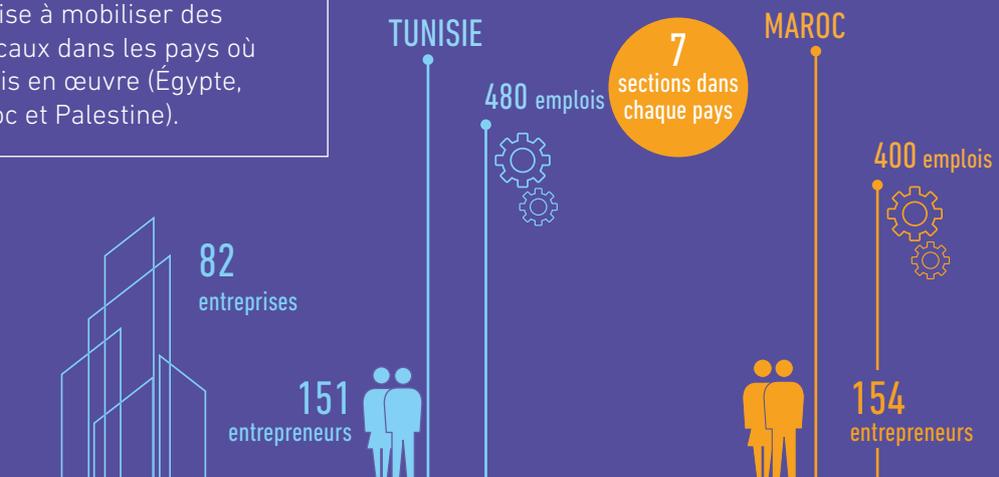
Mediterranean Entrepreneurship Network – Réseau Entreprendre en Méditerranée

Réseau Entreprendre Tunisie (RET), branche tunisienne de ce projet, dispose d'une base d'adhérents de **151 entrepreneurs qui ont parrainé 82 entreprises (lauréates) et créé 480 emplois**.

RET a ouvert deux nouvelles sections au sein du réseau, ce qui porte à sept le nombre total de sections. La branche marocaine se développe également conformément aux objectifs établis (**7 sections, 154 entrepreneurs et plus de 400 emplois créés**).

RET

(Réseau
Entreprendre
Tunisie)



³ Les projets Med4Jobs comprennent: Génération Entrepreneur, Maharat MED – Développer les compétences entrepreneuriales et l'employabilité des jeunes, MedNC – Réseau méditerranéen nouvelle chance, HOMERe – Haute opportunité en Méditerranée pour le recrutement de cadres d'excellence, Réseau Entreprendre en Méditerranée, Jeunes femmes créatrices d'emploi, l'université euro-méditerranéenne de Fès, Les compétences au service de la réussite – Employabilité des femmes, Promouvoir l'autonomisation des femmes pour le développement industriel inclusif et durable dans la région MENA, CROISSANCE CEED: développement des petites et moyennes entreprises.



«Le programme a rendu ma vie bien plus facile en tant qu'étudiante et jeune diplômée confrontée au marché du travail. Cela a été très facile pour moi d'intégrer l'entreprise et d'être finalement recrutée.»

Sara el Khal

Bénéficiaire du projet HOMERe, Maroc

Génération Entrepreneur

En coordination avec le promoteur, une nouvelle stratégie de financement a été élaborée pour identifier les bailleurs de fonds du secteur privé de chacun des sept pays impliqués (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine et Tunisie), afin que le projet puisse être mis en œuvre dans chacun d'entre eux.

Cette formation à l'entrepreneuriat concernera **32 000 jeunes**. Elle leur offrira une formation entrepreneuriale dans toute l'Afrique du Nord et dans l'est de la Méditerranée.

Haute opportunité en Méditerranée pour le recrutement de cadres d'excellence (HOMERe)

Le projet HOMERe encourage les expériences de mobilité de stage au sein d'entreprises transnationales basées dans le bassin méditerranéen afin d'améliorer les perspectives d'employabilité des étudiants de troisième cycle et d'aider les employeurs du sud de la Méditerranée à entrer en contact avec des jeunes talentueux de la région. Il profitera à 105 étudiants sur les deux prochaines années. En 2015, le projet a profité à neuf étudiants, dont cinq femmes, qui ont suivi un stage de six mois (d'avril à septembre) dans plusieurs villes françaises. Huit de ces étudiants ont été immédiatement recrutés après cet emploi, ce qui se traduit par un résultat extrêmement positif. Près de 40 entreprises ont manifesté leur intérêt envers ce projet, notamment des entreprises de pays qui n'étaient initialement pas concernés par le projet (Malte et Portugal), et plusieurs d'entre elles ont présenté de nouvelles propositions de stage.

Dans les pays méditerranéens arabes



70 %

de la population en âge de travailler est âgée de moins de **30 ans**



Global Initiative on Innovative Labour Market Services for Youth

Promoteur: GIZ

Ce projet consiste à développer un réseau de services d'emploi publics et privés afin d'identifier et de promouvoir des interventions innovantes axées sur l'emploi des jeunes et de présenter les meilleures pratiques dans des processus de réforme nationaux ou régionaux.

Les résultats d'un atelier régional organisé à Milan ont défini les bases sur lesquelles le projet a été élaboré et développé. La proposition finale du projet doit être soumise à la labellisation UpM au premier trimestre 2016.

Générer des revenus au travers d'organismes d'économie sociale et solidaire (ESS) dans les pays du Maghreb

Promoteur: Organisation internationale du travail

Ce projet a été conçu comme un projet régional préliminaire pour promouvoir le développement efficace des organisations socio-économiques en Algérie, au Maroc et en Tunisie, et de garantir ainsi les conditions préalables à un programme plus important et plus complet en Afrique du Nord. L'UpM a organisé des consultations entre différents partenaires intéressés par le domaine des entreprises sociales et de l'entrepreneuriat (l'OIT, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'lesMed et la Commission européenne) afin de coordonner des actions ciblées et les activités prévues pour la région pour les prochaines années, en s'assurant de la mise en œuvre efficace des programmes et en identifiant les complémentarités des partenaires concernés.



Promouvoir les petites et moyennes entreprises

Le Centre euro-méditerranéen pour le développement des PME (EMDC)

Ce projet s'est achevé à la fin de l'année 2015. Il était axé sur quatre pays, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie et a couvert la période 2013-2015. Un vaste réseau a été mis en place dans chacun de ces pays pour aider les PME locales dans les phases initiales et décisives de croissance et d'internationalisation. Au total, 27 partenariats interinstitutionnels ont été conclus à partir de 15 pays.

Pour chacun des quatre pays ayant bénéficié des activités, un Plan d'action national a été élaboré autour de mesures et d'axes d'intervention spécifiques. Les services de conseil offerts dans le cadre de ce projet ont fourni aux PME concernées un meilleur accès aux marchés ainsi que de nouvelles stratégies de développement des affaires.



Création d'une plateforme régionale pour le développement de clusters dans les industries culturelles et créatives des pays du sud de la Méditerranée

En 2015, la phase de démarrage de ce projet a été lancée et des clusters ont été identifiés dans la région. Avec l'identification de 144 clusters dans sept pays, les résultats de ce processus de recensement ont été très prometteurs, confirmant ainsi le potentiel de développement d'industries culturelles et créatives. 14 clusters ont été désignés comme priorités stratégiques pendant l'atelier des agents de développement des clusters co-organisé par l'ONUDI et l'UpM à Barcelone, du 2 au 5 juin 2015. Les plans d'action conçus pour chacun des clusters comprennent l'organisation de séances de formation, d'ateliers axés sur la montée en gamme et l'identification de marchés et débouchés potentiels en Europe et dans les pays du Golfe.

Faire progresser l'économie numérique dans la région

Promouvoir les services financiers mobiles dans les pays partenaires méditerranéens

Financé dans son intégralité par le Fonds pour la transition de Deauville, ce projet est mis en œuvre dans les deux pays sélectionnés, la Jordanie et le Maroc, et dirigé par la BEI, partenaire financière du projet. Suite aux progrès réalisés concernant la dimension régionale du projet et conformément au plan d'action, la deuxième séance de travail au niveau régional sur la finance mobile a eu lieu le 7 septembre 2015. L'atelier était notamment consacré à la question de l'efficacité des modèles de distribution des services financiers alternatifs basés sur des stratégies de finance mobile/de banque à distance mises en œuvre par des partenaires, comprenant les institutions de microfinance du Maroc, de Tunisie, d'Égypte et de Jordanie. Pendant cette séance, l'UpM a évoqué la possibilité d'étendre le projet à l'Égypte et à la Tunisie lors de sa seconde phase.



Lancer une stratégie de l'Union pour la Méditerranée pour le secteur privé

En 2015, le Secrétariat général a renforcé sa stratégie envers le secteur privé en mettant en œuvre des recommandations et des conclusions exprimées par des représentants clés du secteur privé pendant des réunions de travail tenues en 2014. Les activités suivantes ont eu lieu en 2015:



Le commissaire européen à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage, Johannes Hahn, l'ancien premier-ministre de Tunisie, Mehdi Jomaa, et le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, réaffirment l'importance de renforcer la coopération entre le secteur privé, les institutions financières internationales et les organisations régionales.

Réunion de haut niveau sur le rôle du secteur privé dans le renforcement du partenariat euro-méditerranéen organisée en collaboration avec la Commission européenne les 13 et 14 avril 2015 à Barcelone. La réunion de haut niveau a porté sur les domaines d'intérêt commun entre l'Union européenne et les partenaires du Sud, le rôle du secteur privé pour favoriser la croissance inclusive, les partenariats public-privé et l'économie informelle. Réunissant plus de 100 participants, cette réunion a permis d'échanger sur les

expériences, les leçons apprises et les réussites parmi les acteurs économiques de différents pays euro-méditerranéens. Ces discussions ont été le point fort de l'événement et ont confirmé le rôle clé du Secrétariat général en tant que plateforme d'échange et de dialogue.

Forum sur la contribution du secteur privé à la sécurité alimentaire dans la région du sud et de l'est de la Méditerranée co-organisé par le Secrétariat général de l'UpM avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'événement a eu lieu à Barcelone les 5 et 6 mai 2015 et a rassemblé 130 participants. Le forum visait à renforcer les relations entre le secteur public et le secteur privé et à développer des initiatives pour accroître les investissements dans les systèmes agricoles et alimentaires.

Suite au forum et dans le cadre du protocole d'accord commun entre les trois institutions, la BERD et la FAO ont présenté le projet «**Améliorer la qualité alimentaire et l'efficacité des chaînes alimentaires en Tunisie et au Maroc**». L'objectif du projet, qui doit être labellisé en 2016, est de soutenir le développement d'une meilleure qualité alimentaire et d'une meilleure efficacité des chaînes alimentaires sélectionnées en Tunisie et au Maroc.



Forum sur la contribution du secteur privé à la sécurité alimentaire dans la région du sud et l'est de la Méditerranée. 5-6 mai 2015. Secrétariat de l'UpM, Barcelone, Espagne



Dans le cadre de la stratégie pour le secteur privé, deux nouveaux projets ont été labellisés en 2015 par les 43 États membres de l'UpM:

Economic Development through Inclusive and Local Empowerment – EDILE

Promoteur: ANIMA Investment Network

Mis en œuvre dans le cadre du programme IEVP CT MED financé par la Commission européenne, ce projet adopte une approche régionale pour identifier et soutenir les investissements et les meilleures pratiques à fort impact local. EDILE crée un outil de notation afin de mesurer l'intégration des projets d'investissement associés à un label (label EDILE), renforce les capacités des autorités nationales et locales impliquées dans la réglementation des investissements et soutient les entreprises qui veulent accroître les impacts sociaux et économiques de leurs projets d'investissement. Cela implique le développement d'outils d'auto-évaluation et la création d'un label pour évaluer les impacts positifs des projets d'investissement.

Le projet s'adresse à un grand nombre de bénéficiaires: administrateurs publics, agences de promotion des investissements, agences locales de développement, agences de soutien aux PME, banques et acteurs de la société civile impliqués dans la promotion de pratiques socialement responsables.

EUROMED Invest Promotion & Observatory – EMIPO

Promoteur: ANIMA Investment Network

En tant qu'extension du programme EUROMED Invest⁴, le projet EMIPO fait partie du programme régional lancé et financé par la Commission européenne pour soutenir le développement du secteur privé dans la région méditerranéenne. EMIPO développe des partenariats commerciaux et d'investissement dans la région, évalue et optimise l'impact des investissements et partenariats internationaux par le biais de l'observatoire existant, contrôle et favorise l'intégration économique en Méditerranée. Le projet bénéficiera à des responsables politiques et des institutions financières ainsi qu'aux réseaux d'agences de développement économique en Europe et dans la partie sud de la région méditerranéenne.



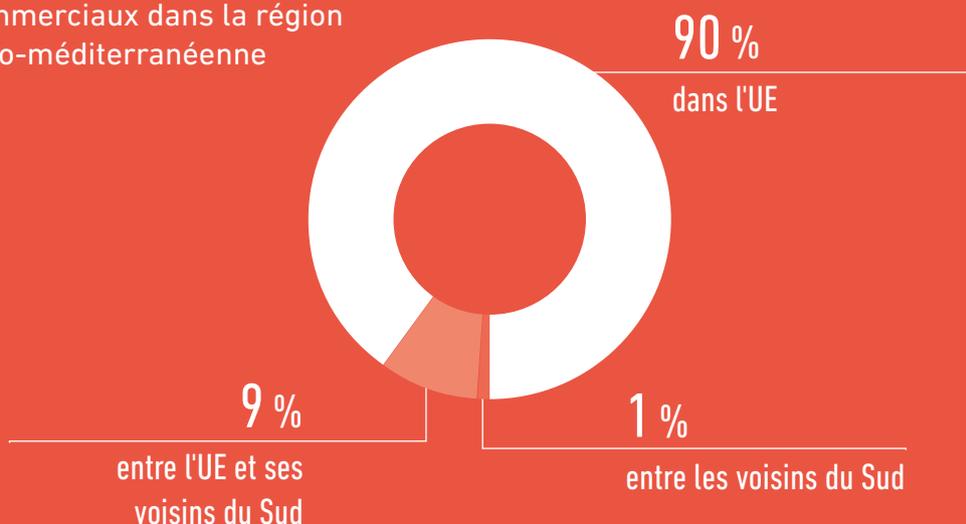
⁴EUROMED Invest project: <http://www.euromedinvest.eu/fr>



FACILITER L'ACCÈS AU TRANSPORT ET LA MOBILITÉ TERRESTRE ET MARITIME

Le faible niveau d'intégration économique régionale dans la région euro-méditerranéenne est reconnu. Une récente étude menée par le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée évalue la répartition des flux commerciaux dans la région de la manière suivante:

DISTRIBUTION DES FLUX commerciaux dans la région euro-méditerranéenne



La possibilité d'une intégration accrue est immense et apporterait d'importants bénéfices à la région.

Les réseaux d'énergie, les réseaux de transport et les infrastructures numériques sont les piliers du développement économiques et de la compétitivité. Les investissements à l'échelle régionale dans ces domaines continueront donc à être soutenus. L'UpM a poursuivi le développement d'activités à cet effet, en particulier dans les secteurs du transport et de l'énergie. Le travail dans le secteur du transport porte sur la création d'un réseau de transport équilibré et harmonisé, comprenant des transports routier, ferroviaire et maritime, et visant à connecter l'ensemble des maillons, à créer des méthodes plus courtes et plus rapides avec moins de formalités, à fournir des solutions énergétiques et de mobilité économiquement viables, tout en préservant la durabilité environnementale.



Conformément au mandat accordé par la conférence ministérielle de 2013 sur le transport, en 2015, l'UpM a continué à travailler activement sur les projets liés au transport avec une approche globale, soutenant la création d'un réseau transméditerranéen de transport (RTM-T), en étroite collaboration avec la Commission européenne, les pays partenaires méditerranéens (PPM), les institutions financières internationales et tous les autres acteurs impliqués dans le processus.

De plus, l'UpM a continué à développer les instruments utilisés pour évaluer l'impact des projets de transport: l'outil d'évaluation multicritères (MCA), le système d'information de réseau (SIR) et l'outil d'évaluation socio-économique (SEAT) destinés à évaluer les projets de transport soumis en adoptant une approche multicritères qui se concentre particulièrement sur le transport et son impact socio-économique.

Dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne en matière de transport, l'UpM a également contribué à la rédaction du plan d'action régional du transport 2014-2020, qui a été approuvé à Bruxelles pendant le Forum Euro-méditerranéen des Transports.

Dialogue régional

(réunions ministérielles, plateformes, groupes d'experts)

L'UpM a joué un rôle actif dans le Forum Euro-méditerranéen des Transports et ses groupes de travail «Réseau et transport terrestre» en 2015. C'est également un acteur important du comité de pilotage du programme de conseil pour le secteur des transports dans les pays voisins du Sud (SNAP-T). L'UpM apporte un soutien technique permanent au Forum Euro-méditerranéen des Transports en consacrant des ressources à la préparation et à l'évaluation des projets liés au RTM-T.

Elle a organisé deux groupes de travail sur le transport en 2015. Ces groupes de travail jouent un rôle d'organe consultatif où les principales questions sur le transport sont discutées par des experts de premier plan, qui sont au fait de l'avancement des projets labellisés. Les réunions permettent d'aider l'UpM tout au long du processus de labellisation de projet, d'évaluer et de contrôler les activités en cours.



Favoriser la coopération dans le domaine du transport

Activités de formation LOGISMED (LOGISMED-TA)

Le projet d'activité de formation LOGISMED (LOGISMED-TA) vise à améliorer le niveau de qualification des opérateurs et des responsables dans le cadre de l'initiative globale LOGISMED. Il a été lancé par la Banque européenne d'investissement (BEI) pour développer le secteur de la logistique dans les pays partenaires méditerranéens (PPM), à travers la création d'un réseau de plateformes logistiques euro-méditerranéennes. Partiellement financé par la Commission européenne, LOGISMED-TA renforcera le secteur du transport et améliorera la compétitivité des services logistiques en Méditerranée, composante essentielle pour développer une zone de libre-échange méditerranéenne.

En 2015, LOGISMED-TA a été entièrement lancé en Tunisie, au Maroc et en Jordanie suite à la signature des Accords de coopération (AC) entre la BEI et ces trois pays. Actuellement, des efforts sont en cours pour conclure des AC avec d'autres pays participants.

Concernant le volet «Coordination, Coopération et Réseau» de LOGISMED, trois études ont été menées en 2015 pour définir de façon précise le futur réseau de plateformes logistiques. Ce volet a également été créé en Tunisie, au Maroc et en Jordanie.

Comme pour le volet «Observatoire» de LOGISMED, des études sont actuellement en cours pour analyser les possibilités de création d'observatoires logistiques nationaux dans la région. Elles sont menées en étroite collaboration avec les pays bénéficiaires.



Parachèvement de l'axe central de l'autoroute transmaghrébine

Le projet «Axe central de l'autoroute transmaghrébine» relie les réseaux autoroutiers marocains, algériens et tunisiens. Il permettra la création d'un couloir autoroutier continu d'Agadir (Maroc) à Ras Jedir (frontière entre la Tunisie et la Libye) afin de relier tous les pays du Maghreb de la Mauritanie à la Libye. Ce projet est d'une importance stratégique pour la région euro-méditerranéenne car il va considérablement améliorer les conditions de transport, ainsi que l'intégration régionale et le développement socio-économique, en facilitant les relations commerciales. La mobilité de la population de la région va également être grandement améliorée.

En 2015, la phase d'étude de définition (APD, avant-projet définitif) a commencé pour l'axe marocain, qui s'étend d'Oujda à la frontière algérienne et sera remise en mai 2016. Les plans actuels indiquent que les études environnementales et économiques seront terminées au deuxième semestre de l'année 2016, que la procédure d'appel d'offres prendra fin en avril 2017 et que la portion s'achèvera en 2020.



L'axe tunisien entre Bousalem et la frontière algérienne présente des contraintes géologiques importantes dans la région proche du point frontalier proposé (portion de 20 km). L'UpM contrôle le développement de l'avant-projet sommaire de l'axe (APS), qui a commencé en 2015 et doit être livré en avril 2016. L'APD sera réalisé après approbation. La conception finale et la procédure d'appel d'offres débiteront alors. L'UpM suit également les études géotechniques en cours, qui ont démarré le 2 février 2015 et doivent être livrées en avril 2016. L'ouverture de l'axe tunisien est prévue pour 2021.

L'UpM a été déterminante pour l'organisation d'une réunion à Annaba, en Algérie, où des fonctionnaires des deux pays se sont réunis pour discuter d'un point frontalier alternatif, afin de réduire les coûts de construction du côté tunisien. En raison de la phase d'exécution avancée du volet algérien, il a été décidé de conserver le point frontalier d'origine. Les pays ont décidé d'identifier d'autres points de connexion entre les pays via les réseaux autoroutiers et d'échanger des expériences quant aux travaux de construction spéciaux, tels que des tunnels et des viaducs.

En parallèle, suite à l'adoption du «Plan d'action sur les actions horizontales pour l'intégration et la coordination de la gestion de l'axe autoroutier transmaghrebien» par le groupe des ministres des Transports de la Méditerranée occidentale (GTMO), qui a eu lieu pendant la conférence ministérielle d'octobre 2014, toutes les actions nécessaires à la facilitation des échanges commerciaux, du financement et de l'intermodalité sont en cours.

On a estimé que le faible niveau d'intégration des économies des pays du Maghreb central entraînait une perte de

2-3 % DU PIB ANNUEL



Projet de ligne ferroviaire nationale jordanienne dans le cadre du réseau ferroviaire régional

L'objectif de ce projet est de construire le système ferroviaire jordanien et d'établir une liaison ferroviaire efficace avec les pays voisins. La construction d'un corridor nord-sud de la frontière syrienne au port d'Aqaba (509 km) reliant Amman, les centres de logistique environnants et le port de transit d'Aqaba est au cœur du projet.

Le projet contribuera à l'intégration des marchés et à l'amélioration des liaisons ferroviaires dans les pays méditerranéens, rendant ainsi les liaisons plus rapides, moins chères et plus efficaces tout en facilitant les flux de marchandises.

Un protocole d'accord a été signé entre le ministère jordanien des Transports et l'entreprise chinoise «China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC)» concernant la conception, l'approvisionnement et la construction de projets. Il a été convenu que la CCECC présentera le rapport d'étude de faisabilité et une proposition financière en 2016.

Quant aux travaux réalisés sur l'axe reliant la mine de phosphate d'Eshidiya à la ligne existante au sud de Ma'an, des propositions issues d'un appel d'offres ont été évaluées en 2015 et des négociations avec l'entrepreneur sélectionné sont actuellement en cours et doivent prendre fin dans un futur proche. Le début de ces travaux marquera le lancement de la phase de construction du projet.



Autoroutes de la Mer

L'initiative «Les autoroutes de la mer» de l'UpM renforce la connectivité intermodale de la région méditerranéenne en développant un réseau de chaînes logistiques fondé sur l'utilisation des services maritimes combinant le transport maritime à courte distance à d'autres modes de transport et reliant au moins deux ports. L'un d'eux sera situé dans un pays de la rive sud de la Méditerranée ou les deux sur les rives sud-est.

La région bénéficiera de nombreux avantages étant donné que le nouveau réseau:

RENFORCERA la **compétitivité globale en Méditerranée**

RENFORCERA, **complètera** et **créera des synergies** dans le système de transport existant

OPTIMISERA le **transport** des marchandises et **les chaînes logistiques**

INTÈGRERA le **transport maritime** dans la chaîne logistique globale

FACILITERA la liaison du **réseau transeuropéen de transport** au **réseau transméditerranéen de transport**.

Globalement, l'initiative sera stratégique pour développer la région méditerranéenne et augmenter les échanges entre ses deux rives.



PROMOUVOIR DES PROJETS URBAINS INNOVANTS ET DURABLES

La région méditerranéenne connaît une importante transformation spatiale du fait de la croissance démographique, de l'urbanisation généralisée et des profonds changements dans son modèle économique et social. Cette transformation est particulièrement visible dans les villes, qui sont confrontées à de nouveaux impacts environnementaux, à des risques naturels accrus par le changement climatique, à l'émergence de nouvelles technologies et aux développements politiques et sociaux dans la région. Caractérisée par des migrations rurales-urbaines permanentes, la croissance urbaine générera une forte demande de logements, d'équipements et de services urbains, et nécessitera la création d'emplois pour maintenir un développement équilibré des villes. Le développement urbain est un domaine multidimensionnel qui exige une approche bottom-up et des solutions applicables à l'échelle régionale en réponse à plusieurs défis démographiques, sociaux, environnementaux et technologiques auxquels est confrontée la région méditerranéenne, à la fois à l'échelle régionale et locale.

L'Union pour la Méditerranée promeut activement le développement urbain durable en suivant une approche coopérative intégrée en région méditerranéenne. L'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI) a été développée sous l'égide de l'UpM, comme l'un des piliers de la stratégie euro-méditerranéenne de développement urbain durable, sur la base du mandat confié par la réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur le développement urbain durable, qui s'est tenue en novembre 2011.



« Nous assistons à une forte urbanisation, avec un déplacement des zones rurales aux zones urbaines, des besoins en matière de logements et des menaces liées au changement climatique. L'idée est qu'à travers l'UPFI, nous puissions travailler ensemble pour faire progresser les projets plus rapidement, non seulement pour les préparer, mais également pour les financer et les mettre en œuvre.

Gerry Muscat

Chef de division du développement régional et urbain, Banque européenne d'investissement



Dialogue régional (réunions ministérielles, plateformes, groupes d'experts)

La septième réunion du groupe de travail de l'UpM sur le développement urbain a eu lieu en 2015 afin de développer les partenariats, les synergies et la coordination avec des organisations nationales et multilatérales, des IFI, des experts et d'autres acteurs importants travaillant sur les questions de développement urbain.

Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée a également préconisé l'organisation de la prochaine conférence ministérielle sur le développement urbain durable en 2016, suite à une décision de la co-présidence et des hauts fonctionnaires. La conférence peut permettre de soutenir davantage les activités de l'UpM en faveur du développement urbain durable car elle donne l'occasion de fournir une nouvelle feuille de route à l'aune des défis auxquels sont confrontées les villes méditerranéennes aujourd'hui. À cet égard, la conférence pourrait déboucher sur le lancement d'une seconde édition de l'UPFI (UPFI-2).

Promouvoir le développement urbain durable dans la région

L'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI)

L'UPFI détermine et développe des projets phares de développement urbain durable en leur apportant une aide technique pour accélérer leur mise en œuvre et assurer leur viabilité financière conformément aux normes des institutions financières.

L'UPFI vise à établir un équilibre harmonieux entre l'environnement naturel et la dynamique de développement économique qui mette en valeur l'attractivité des villes. De plus, l'approche intégrée requise pour qu'un projet soit admissible pour l'UPFI attache une grande importance à l'efficacité énergétique et au faible impact environnemental, en tant qu'aspects de développement urbain durable.

Dans le cadre de l'UPFI, l'UpM promeut le développement de 15 projets menés dans neuf pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie, Liban, Palestine, Israël et Turquie).

Le projet d'aménagement de la vallée du Bouregreg, labellisé en 2015, est le troisième projet à recevoir le label UpM dans le cadre de l'UPFI.

En 2015, la phase de préparation a débuté pour tous les projets labellisés par l'UPFI et est réalisée avec l'aide technique fournie par l'UPFI. À cet égard, le contrat entre l'AFD et Transtec a été signé en 2015. Transtec est chargée de l'élaboration des termes de référence pour l'aide technique de chaque projet, ainsi que du contrat.



60 milliards d'euros
en infrastructures urbaines: le
montant estimé dont la région aura
besoin au cours des 20 prochaines
années

UPFI

PHASE 1
122 projets
IDENTIFIÉS

PHASE 2
50 projets
PRÉSÉLECTIONNÉS

PHASE 3
25 projets
ÉVALUÉS

15 projets
DOIVENT RECEVOIR LE
SOUTIEN DE L'UPFI

Les trois projets labellisés dans le cadre de l'UPFI sont jusqu'à présent:

Projet de rénovation urbaine d'Imbaba

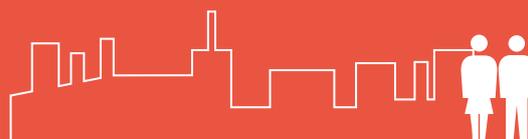
L'objectif principal de ce projet est de renforcer l'intégration d'Imbaba, l'une des zones urbaines les plus peuplées et les moins aménagées d'Égypte, au sein de la ville du Caire. Pour ce faire, ses 700 000 habitants recevront les équipements, services et infrastructures de base qui lui font actuellement défaut. Il s'agit d'un projet de développement urbain à forte dimension sociale qui sert d'exemple de meilleure pratique des infrastructures résilientes.



AU PROFIT DE
700 000 habitants

Projet Sfax Taparura

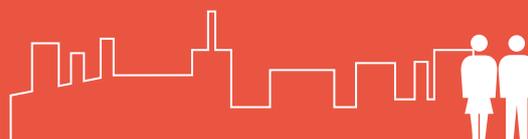
Après la dépollution de la côte nord de Sfax, deuxième plus grande ville de Tunisie, le projet prévoit la réhabilitation de ses plages et la création de 420 hectares de terre pour étendre la région métropolitaine, au profit de ses 50 000 habitants. Le projet a une forte dimension environnementale ce qui aura un important impact sur l'attrait économique et touristique de la ville.



AU PROFIT DE
50 000 habitants

Projet d'aménagement de la vallée du Bouregreg

La région métropolitaine de Rabat-Salé-Témara, deuxième plus grande du Maroc en termes de population et d'économie, est divisée par la vallée du Bouregreg. Le projet comprend la troisième phase du plan d'aménagement de la vallée du Bouregreg, qui est le pilier central de l'ensemble du développement urbain de cette zone métropolitaine. Il développera de nouveaux quartiers professionnels et résidentiels (afin de favoriser la diversité sociale), ainsi que des services et des espaces publics. Il préservera également les territoires agricoles et créera des espaces écologiques naturels. Ce projet urbain exemplaire favorise la diversité sociale et la protection environnementale, au bénéfice de quelques 80 000 habitants.



AU PROFIT DE
80 000 habitants



AMÉLIORER LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Dans le secteur de l'énergie, le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée poursuit la promotion d'un marché intégré des énergies renouvelables (ER), le développement et la mise en œuvre de plans d'action nationaux sur l'efficacité énergétique (EE) ainsi que la convergence des marchés de l'énergie dans la région. Au cours de l'année 2015, afin d'atteindre ses objectifs en matière de dialogue politique, l'UpM a soutenu la création de trois plateformes énergétiques de l'UpM (la plateforme de l'UpM portant sur le marché régional de l'électricité, la plateforme de l'UpM portant sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, la plateforme de l'UpM portant sur le gaz), qui ont été mises en place par des hauts fonctionnaires de l'UpM lors de leur réunion du 31 mars 2015. Parallèlement, dans le cadre de la promotion des projets consacrés à l'énergie, l'UpM a travaillé sur plusieurs initiatives et propositions de projet ainsi que sur des mécanismes financiers correspondants qui soutiennent la préparation de ces projets.

99,5 %

des habitants de la région de l'UpM
ont accès à l'électricité





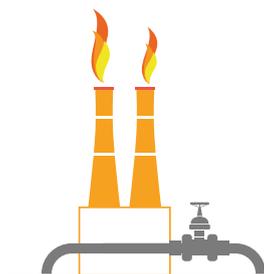
Dialogue régional

Au cours de l'année 2015, le Secrétariat général de l'UpM a adopté une approche énergétique globale articulée autour de trois plateformes énergétiques. Ces plateformes continuent de fonctionner et ont intégré le travail effectué précédemment pendant l'année 2014 par le Comité technique élargi et ses groupes de travail.

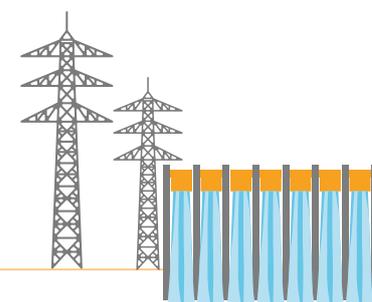
Plateformes énergétiques de l'UpM

Lors de la réunion de hauts fonctionnaires du 31 mars 2015 qui s'est tenue à Bruxelles, les hauts fonctionnaires ont convenu d'ériger trois plateformes énergétiques de l'UpM pour renforcer la coopération entre les pays membres dans le domaine prioritaire commun de l'énergie :

Plateforme de l'UpM portant sur le gaz



Plateforme de l'UpM portant sur le marché régional de l'électricité (plateforme de l'UpM MRE)



Plateforme de l'UpM portant sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (plateforme de l'UpM EREE)



L'objectif de ces plateformes consiste à fournir un forum permanent pour discuter des objectifs et mesures liés aux politiques énergétiques afin de définir des actions de partenariat précises et de suivre leur mise en œuvre.

L'annonce officielle des trois plateformes énergétiques de l'UpM a eu lieu à Rabat, le 6 mai 2015. Le lancement de la plateforme de l'UpM sur le gaz a eu lieu à Bruxelles tandis que celui de la plateforme du marché régional de l'électricité s'est tenu à Rabat. Plusieurs réunions de comités préparatoires et de pilotage ont eu lieu au cours de l'année 2015 afin de préparer et de contrôler le travail réalisé par ces plateformes énergétiques de l'UpM.



Promotion du projet



Tafila Wind Farm

Le projet Tafila Wind Farm ouvre de nouveaux horizons aux projets d'énergie renouvelable dans la région méditerranéenne. Labellisé en 2014, le projet Tafila Wind Farm a commencé à être opérationnel en Méditerranée en 2015. Le projet jordanien couvrira 3 % de la demande en électricité nationale et créera de nombreux emplois pour des travailleurs qualifiés. En tant qu'investissement privé, Tafila Wind Farm a un impact direct sur le nombre croissant de possibilités d'activités économiques dans la région.

Situé dans le gouvernorat de Tafila, le parc éolien de 117 MW participe à la stratégie jordanienne en matière d'énergie et aux objectifs régionaux relatifs aux énergies propres. La Jordanie a établi l'objectif ambitieux de porter à 10 % de son énergie totale la part des sources d'énergie renouvelable d'ici à 2020, l'énergie éolienne représentant 66,6 %. Ce projet s'aligne sur les objectifs du dialogue régional puisqu'il contribuera à réduire la forte dépendance du pays en importations énergétiques tout en produisant des énergies renouvelables. Tafila crée une chaîne de valeur locale (offres d'emploi et de formation), améliore l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique et émet moins de gaz à effet de serre.



Projet Energy University de Schneider Electric soutenu par l'UpM

Labellisée en 2015 et soutenue par l'UpM, l'Energy University de Schneider Electric adapte le programme de l'Energy University de Schneider Electric aux priorités définies par les plateformes énergétiques et propose des cours en ligne aux pays membres. C'est un programme gratuit pour l'éducation et la formation tout au long de la vie destiné aux ingénieurs et aux professionnels du secteur de l'énergie, qui propose plus de 200 cours approuvés par 23 associations professionnelles internationales et qui contribue de ce fait à renforcer les compétences des professionnels de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique de la région.



BERD – SPREF – SEMed Private Renewable Energy Framework (Cadre des énergies renouvelables privées, région SEMed)

Le SPREF vise à accroître le nombre d'investisseurs privés dans les marchés des énergies renouvelables et l'ampleur de leurs investissements en améliorant les cadres juridiques et réglementaires et en soutenant les projets privés liés aux énergies renouvelables au Maroc, en Tunisie, en Égypte et en Jordanie. Cette méthodologie basée sur trois piliers consiste en un programme de renforcement des capacités permettant d'identifier les vides réglementaires et de promouvoir des solutions afin d'y remédier; une aide technique financière pour la préparation des projets; l'apport de prêts d'investissement pour huit à dix projets privés liés aux énergies renouvelables. Avec un coût global estimé à 835 670 000 euros, le SPREF va également permettre de diminuer de 700 000 tonnes la quantité d'émissions de CO₂ par an.



La mise en œuvre de projets portant sur l'énergie renouvelable augmentera la production de

365 % en 2020

SUR LA BASE DES OBJECTIFS NATIONAUX

Statut d'observateur et inclusion dans les comités de pilotage des projets liés à l'énergie

L'UpM s'est vue accorder le statut d'observateur aux comités de pilotage des projets **SUDeP** (Sustainable Urban Demonstration Energy Projects/Projets de démonstration de développement urbain en matière d'énergie durable) et **CESMED** (Cleaner Energy Saving Mediterranean Cities/Promouvoir le développement des énergies durables dans les villes méditerranéennes), et suit de près et participe à leurs réunions et activités respectives. Financés par l'Union européenne, ces deux projets soutiennent les autorités locales dans leurs efforts en termes de mesures pour l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable. Tandis que le CESMED accompagne les autorités locales pour établir des plans d'action pour l'énergie durable, le SUDeP participe au financement de la mise en œuvre de 12 projets pilotes dans le domaine de l'efficacité énergétique et de l'énergie renouvelable. Enfin, la liaison entre le SUDeP et le CESMED et la Convention des Maires en Méditerranée est particulièrement important.

Participation aux mécanismes financiers soutenant la préparation et la mise en œuvre de projets

IPP-PSM (Initiative de préparation des projets du Plan solaire méditerranéen)

L'UpM participe au comité de pilotage de l'IPP-PSM depuis son démarrage. Dirigé par la BEI et avec la participation de la Commission européenne et de KfW, l'IPP-PSM accélère la mise en œuvre de projets portant sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique dans sept pays partenaires méditerranéens: l'Algérie, l'Égypte, la Palestine, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie. La réunion de lancement de l'IPP-PSM a eu lieu le 20 mai 2015 et a débouché notamment sur un consensus concernant les termes de référence du comité de pilotage de l'IPP-PSM. La première réunion du comité de pilotage a eu lieu à Luxembourg en 2015. La réserve de projets et les critères d'admissibilité avaient alors été au centre des discussions.



Dialogue régional

Le Groupe d'experts de l'UpM sur le changement climatique (UpMGECC)

En coordination avec la co-présidence de l'UpM, une Semaine sur le climat méditerranéen s'est tenue à Skhirat, au Maroc, en mai 2015. Pendant cette semaine, une conférence informelle de haut niveau de l'UpM sur le changement climatique a eu lieu, ainsi que la seconde réunion de l'UpMGECC. Les deux événements visaient à soutenir les efforts régionaux et nationaux entrepris pour préparer les contributions à la question du changement climatique et à faciliter l'adoption d'un accord mondial lors de la COP21 de la CCNUCC à Paris à la fin de l'année 2015. À cette occasion, le Secrétariat général de l'UpM a présenté une proposition pour mettre en place une initiative MAAN (mesures d'atténuation appropriées au niveau national), qui a été approuvée à l'unanimité par les États membres présents. Les États membres ont également soutenu les initiatives du PNUE (En.lighten et Coalition 1 Gigatonne) et les travaux réalisés en vue d'adopter le cadre régional d'adaptation du PNUE/PAM.

Les 1 et 2 octobre, la troisième réunion de l'UpMGECC a eu lieu à Barcelone. Pendant cette réunion, un aperçu des négociations internationales en cours a été présenté, notamment de celles liées aux CPDN (contributions prévues déterminées au niveau national). À cet égard, la co-présidence a insisté sur l'importance de suivre correctement les contributions nationales après Paris. Les principales priorités des travaux de l'UpMGECC identifiées visent le renforcement des connaissances sur le climat dans la région, à faciliter l'accès au financement climatique après la COP 21 (notamment l'investissement privé) et à soutenir d'importants projets des autorités locales sur le climat, tout en renforçant la coopération régionale sur le développement de construction résistante à faible émission de carbone.

Faciliter l'accès au financement climatique

En raison des investissements considérables requis dans la région euro-méditerranéenne pour affronter les défis liés au changement climatique, l'UpM travaille en étroite collaboration avec les institutions financières internationales et les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux afin de garantir une meilleure cohérence des installations actuelles et futures disponibles pour traiter les effets du changement climatique et combler l'écart entre les engagements politiques et la mise en œuvre des projets. L'accent a été mis sur la mise en œuvre de MAAN (mesures d'atténuation appropriées au niveau national) adoptées par les États membres de l'UpM afin d'identifier les projets et de faciliter l'accès aux fonds existants en apportant une aide technique pour la préparation des projets.

Renforcer les connaissances sur le climat dans la région

Il existe un large consensus sur le besoin de renforcer les connaissances régionales sur les impacts du changement climatique dans la région euro-méditerranéenne et de fournir une plateforme pour compiler et diffuser les connaissances scientifiques existantes sur le sujet. Pour ce faire, l'UpM soutient de nouvelles initiatives visant à créer une interface science-politique pour fournir des informations scientifiques solides sur les questions environnementales de la région méditerranéenne, telle que l'initiative Réseau d'experts sur les changements climatiques et environnementaux en Méditerranée (MedECC).

Soutenir les autorités locales en matière de développement à faible émission de carbone et de capacité de résilience

L'engagement des autorités régionales et locales est essentiel pour s'assurer de l'impact réel de l'action pour le climat, tandis qu'une grande importance sera accordée à la résilience des installations humaines dans l'Agenda régional. Conjointement aux efforts déployés dans le cadre de l'UPFI, l'UpM a travaillé sur l'identification d'initiatives visant à mettre en œuvre des projets à l'échelle locale. Les travaux réalisés pour lancer une Convention des Maires en Méditerranée constituent une étape importante pour renforcer cette dimension.



PROMOUVOIR LES PROJETS LIÉS À L'EAU ET À L'ENVIRONNEMENT POUR UN AVENIR DURABLE DANS LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

Dans un contexte de pénurie d'eau croissante, de pressions combinées sur les ressources naturelles par un large éventail d'utilisateurs, de processus de désertification avancé et de changement climatique, le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée a maintenu les mandats et les lignes d'action approuvés dans le domaine de l'environnement et de l'eau par la Déclaration ministérielle sur l'eau (Jordanie, 2008); la réunion ministérielle de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique (13 mai 2014) et la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable; ainsi que la Déclaration ministérielle sur l'économie bleue récemment approuvée par l'UpM (17 novembre 2015).

Les actions du Secrétariat général de l'UpM contribuent à répondre aux principaux défis environnementaux régionaux, tels qu'identifiés par les États membres de l'UpM eux-mêmes, soit:



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Accès à l'approvisionnement en eau douce et à un assainissement sûr
(conformément à l'objectif de développement durable (ODD) 6 de l'ONU)



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
Consommation et production durables et économie circulaire globale
(conformément aux objectifs de développement durable 8, 9 et 12 de l'ONU)



14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
Protection de la mer Méditerranée et planification et gestion intégrées des ressources environnementales et hydriques méditerranéennes
(conformément aux objectifs de développement durable 14 et 15 de l'ONU)



Dialogue régional

Suite à la Déclaration ministérielle sur l'eau en 2008, le 5^e Groupe d'experts de l'eau a été organisé avec succès les 23 et 24 novembre à Luxembourg. Les recommandations adoptées portaient sur l'élaboration d'une feuille de route et d'un programme de travail communs, qui sont déjà suivis par le groupe de rédaction formé à cette fin.



Groupe d'experts de l'eau (GEE), Luxembourg, 23 et 24 novembre 2015

La Déclaration ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue a été adoptée le 17 novembre 2015 suite à deux réunions de hauts fonctionnaires spécifiques en mars et mai et à l'organisation d'une conférence qui a réuni de nombreux acteurs autour des investissements bleus. Le lancement d'une nouvelle initiative sur l'économie bleue s'inscrit dans le cadre de la stratégie mondiale de développement durable de l'UpM et engage ses 43 États membres à coopérer plus étroitement dans le domaine de l'économie bleue et de la gouvernance maritime. Ce travail vise à exploiter au mieux le potentiel de l'économie bleue pour répondre aux principaux défis de la région liés à la promotion de la croissance, à l'emploi et aux investissements, et à réduire la pauvreté, en reconnaissant que les mers propres et saines sont des moteurs et des catalyseurs pour les économies nationales et régionales. Le Secrétariat général a été chargé de mettre en place le forum de l'UpM sur l'économie bleue afin de promouvoir le dialogue régional autour de ce thème tout en promouvant l'agenda régional et le portefeuille d'activités associés.

Selon le nouveau mandat confié par la réunion ministérielle sur l'environnement et le changement climatique, tout au long de l'année 2015, le Secrétariat général de l'UpM a été activement impliqué dans le cadre de son rôle de co-président du groupe «Investissement pour la réduction et la prévention de la pollution» (IRPP), en coordination avec les partenaires clés, à savoir l'Agence européenne pour l'environnement, le PNUE/PAM, la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement. Le groupe «Investissement pour la réduction et la prévention de la pollution» (IRPP) a convenu d'une feuille de route commune avec les IFI (la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque mondiale, l'Agence française de développement et le Fonds vert pour l'environnement). Concernant les projets de dépollution en 2015, l'accent a été mis sur la définition d'une méthodologie commune pour établir la priorité des projets d'investissement en Méditerranée, en mettant à jour les informations clés liées aux projets, en définissant les besoins prioritaires en termes d'investissement pour répondre aux objectifs globaux et en coordonnant le financement pour mettre en œuvre les projets. Le Secrétariat général s'est également pleinement impliqué dans le renforcement des capacités de l'Initiative Horizon 2020, qui a été associée et soutenue par le projet BlueGreen Med-CS, labellisé par l'UpM, dans le domaine de la société civile.

Plus de **180 millions**
de personnes de la région sont
considérées PAUVRES EN EAU

et **60 millions**
de personnes supplémentaires sont
confrontées à un STRESS HYDRIQUE



Promouvoir l'accès aux ressources en eau et la gestion de l'eau

Usine de dessalement pour la bande de Gaza

La disponibilité de l'eau douce en Palestine est parmi les plus faibles au monde. Dans la bande de Gaza, la seule source d'eau disponible est l'eau souterraine de l'aquifère côtier sous-jacent à la zone qui se dégrade. L'usine de dessalement à grande échelle et son infrastructure d'approvisionnement en eau associée fourniront de l'eau potable à plus de 1,8 million d'habitants palestiniens, offrant ainsi une solution durable à la pénurie d'eau chronique dans la bande de Gaza.

En 2015, l'Autorité palestinienne de l'eau et la Banque mondiale ont finalisé les termes de référence de l'aide technique pour les travaux associés, notamment pour les volets du transport de l'eau nord-sud et de l'eau non facturée.

La Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque mondiale (BM) et la Commission européenne (CE) ont effectué une mission en Palestine du 16 au 20 mars 2015 pour discuter des problèmes énergétiques et faire avancer la mise en œuvre du projet. Après les réunions, et après accord de toutes les parties, la BEI a présenté un aide-mémoire expliquant les principaux enjeux du projet et les prochaines étapes.

En avril 2015, la BEI a présenté une proposition d'alimentation électrique qui ne prend pas seulement en considération les choix de raccordement au réseau et au gaz, mais également une alimentation électrique de secours complète. Suite au choix judicieux de la solution d'alimentation électrique, un appel d'offres pour la centrale électrique sur site a été lancé en septembre 2015 et un second pour la centrale électrique hors site sera lancé en mars 2016.

Suite à la réunion du groupe de Luxembourg et conformément à la feuille de route du projet quadripartite pour 2015 mise à jour, le Secrétariat général de l'UpM a organisé une réunion trilatérale entre la BEI, la CE et l'UpM le 6 juillet 2015 à Barcelone. La rencontre a permis d'établir une mise à jour de l'état d'avancement du projet et des conclusions de l'aide-mémoire. Le 8 octobre 2015, le Secrétariat général de l'UpM et le gouvernement palestinien ont convenu d'une réunion de haut niveau qui a permis de valider toutes les études techniques, y compris les accords en matière d'énergie.

Le 15 février 2016, le Secrétariat général de l'UpM a organisé une réunion à Bruxelles à laquelle ont participé des représentants des gouvernements de Palestine et d'Israël, ainsi que des représentants de la Commission européenne et du Bureau du représentant du Quartet pour progresser sur la question de la mise en œuvre de l'usine de dessalement. La délégation israélienne a confirmé le soutien politique du gouvernement israélien au projet et son engagement à aider et soutenir la construction de l'usine. La délégation palestinienne a souligné sa volonté de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre le projet.

L'année 2015 a été témoin de l'engagement de nouveaux acteurs dans le projet d'usine de dessalement notamment du soutien financier de 20 millions de dollars au volet de l'eau non facturée octroyé par l'USAID. Le Bureau du représentant du Quartet doit faciliter l'accès au matériel et la mobilité des experts





En février 2015, le Koweït a promis 60 millions de dollars pour le volet du transport de l'eau nord-sud. Après la conférence des donateurs qui s'est tenue à Charm el-Cheikh en 2014, une conférence internationale des bailleurs de fonds est prévue en 2016.



Atelier de consultation final du dialogue portant sur la politique de l'eau en Palestine dans le cadre du projet régional de gouvernance et de financement du secteur de l'eau en Méditerranée labellisé par l'UpM, à Ramallah (Palestine), le 2 décembre 2015

Gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée

Ce projet livre un ensemble d'analyses de pays et un plan d'action régional pour améliorer la gouvernance publique et attirer les investissements dans le secteur de l'eau dans la région méditerranéenne.

Le premier objectif du projet consiste à déterminer les principaux obstacles à la gouvernance et au renforcement des capacités empêchant les financements des partenariats public-privé (PPP) dans le secteur de l'eau en Méditerranée et à soutenir le développement de programmes d'actions consensuels fondés sur de bonnes pratiques internationales. Le projet est notamment axé sur l'évaluation des opportunités et des défis institutionnels et réglementaires liés aux PPP comme outil aux mains des responsables politiques pour gérer les ressources en eau et les services de financement de manière efficace, durable et accessible.

Jusqu'à présent, le projet a été mis en œuvre en Tunisie et en Jordanie. Pendant l'année 2015, le volet Palestine a été conclu et le rapport publié. Représentant tous les segments du système de gouvernance, près de 180 participants ont pris part au processus de consultation par pays, qui s'est conclu par un rapport final sur la «Gouvernance de l'eau en Palestine: réforme du secteur pour inclure la participation du secteur privé».

À ce stade, des efforts de collecte de fonds sont en cours pour garantir le financement pour le Maroc, l'Égypte et l'Albanie. Des négociations ont lieu entre l'OCDE, GWP-Med et la BERD sous la direction du Secrétariat général de l'UpM. L'activité pour le Liban est prévue pour 2016.

Le troisième dialogue régional sur le sujet sera organisé au cours du premier trimestre 2016 au Maroc pour permettre une meilleure viabilité du projet, afin d'amener la communauté de bailleurs de fonds du pays à soutenir le volet local à la fois au Maroc et en Égypte.



Stratégie sur l'eau 5+5 lors de la réunion méditerranéenne, à Madrid, le 10 septembre 2015

La plateforme méditerranéenne de partage d'informations sur l'eau

La deuxième phase du programme de gestion intégrée durable de l'eau, Mécanisme de soutien (SWIM-SM), sera axée sur la gestion des informations dans la mesure où le programme est considéré comme un important outil pour améliorer le dialogue sur la politique de l'eau et les principes de gestion intégrée des ressources en eau.

Des consultations au sein de l'équipe de la stratégie sur l'eau 5+5 sont en cours afin de se concentrer sur la gestion des informations relatives à l'eau et sur le projet des pôles de connaissances sur l'eau. Le projet a été présenté en Espagne, en Algérie et en France. Il a bénéficié d'un véritable consensus soulignant ainsi l'importance de progresser sur ce sujet dans le plan d'action 5+5.

Le Secrétariat général de l'UpM a élaboré une nouvelle stratégie avec les promoteurs pour organiser le projet en deux volets autonomes afin de faciliter le processus de collecte de fonds et permettre au volet régional de débiter et d'augmenter les synergies grâce au système de partage d'informations sur l'environnement (SEIS), dont le contrat doit être renouvelé par la Commission européenne.

Intégrité dans le domaine de l'eau dans la région MENA

Le lancement officiel a eu lieu à l'occasion de la réunion régionale «Partage des connaissances sur la préservation de l'eau et la nature dans la région MENA» organisée par le SIWI et l'IUCN à Charm el-Cheikh en 2015. La réunion a insisté sur l'importance d'un dialogue renforcé et d'une sensibilisation accrue afin de progresser dans la région pour gérer la pénurie et garantir l'avenir tout en imposant des approches de gouvernance intégrée et en équilibrant la demande d'eau de différents secteurs. Elle a également mis l'accent sur le besoin d'une implication systématique des différents acteurs engagés, notamment les communautés locales, dans la prise de décision et dans les mécanismes nécessaires à la garantie de la responsabilité et la transparence.

Les groupes ciblés comprenaient des agents de réglementation, de contrôle et de planification des eaux, des gestionnaires de l'eau, le secteur privé, les opérateurs des services publics, des organisations d'agriculteurs, des associations d'usagers de l'eau, des dirigeants locaux et les médias.



Le coût potentiel à l'échelle de l'Union européenne pour nettoyer les côtes et les plages a été évalué à près de **630 millions** d'euros par an



Protéger la mer Méditerranée et promouvoir le développement durable

Initiative Horizon 2020 pour une mer Méditerranée plus propre

L'UpM est activement impliquée en tant que co-présidente du groupe «Investissement pour la réduction et la prévention de la pollution» (IRPP), en coordination et en accord avec les partenaires clés (l'Agence européenne pour l'environnement, le PNUE/PAM, la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement), pour suivre les priorités et les objectifs établis par le programme de travail d'Horizon 2020. Concernant les projets de dépollution, en 2015, l'accent a été mis sur la définition d'une méthodologie commune pour établir la priorité des projets d'investissement en Méditerranée, en mettant à jour les informations clés liées aux projets, en définissant les besoins prioritaires en termes d'investissement pour répondre aux objectifs globaux, en assurant le financement et en mettant en œuvre les projets.



«Nous sommes tous conscients des défis environnementaux. Nous aimerions laisser de l'eau saine à nos enfants, mais les deux rives de la Méditerranée doivent pour cela travailler ensemble, et c'est ce que nous sommes parvenus à faire.»

Yassine Annabi

Président de l'Association de développement régional de Bizerte

Le programme intégré d'interventions de dépollution du lac de Bizerte, en Tunisie

Le **programme de dépollution du lac de Bizerte** en Tunisie réhabilitera l'environnement et la qualité de l'eau du lac, améliorera les conditions sanitaires et environnementales de près de 400 000 habitants vivant à proximité des sources de pollution et créera des opportunités d'emploi locales dans les domaines du traitement des eaux usées, de la gestion des déchets, de la pêche et de l'agriculture.

Le projet a été développé dans le cadre de l'Initiative Horizon 2020 pour une mer Méditerranée plus propre. Le programme complet coûte 90 millions d'euros. La BEI a signé son accord de prêt de 40 millions d'euros en 2013, la Facilité d'investissement pour le voisinage contribue au projet à hauteur de 15 millions d'euros et le gouvernement tunisien fournit près de 18 % du coût total du projet, qui s'élève à 16 millions d'euros. Le projet sera lancé en 2016.



Lac de Bizerte, Tunisie, 16 décembre 2015



Med ReSCP: Post-Rio +20 Promotion de l'adoption des modèles de consommation et production durables (CPD) et d'utilisation rationnelle des ressources (URR) en Méditerranée

Dirigé conjointement par l'ONUDI, la BERD et le PNUE/PAM, le projet Med ReSCP soutient la transition vers des modèles de consommation et de production durables afin d'obtenir des économies productives, circulaires et de partage en Méditerranée. À travers une approche à deux volets, le projet prévoit de:

- stimuler le développement des industries écologiques et de l'entrepreneuriat dans les Balkans occidentaux et en Turquie à travers la mise en œuvre d'une assistance technique et de projets pilotes;
- fournir un accès au financement pour les entreprises qui adoptent les modèles de consommation et de production durables (CPD)/d'utilisation rationnelle des ressources (URR) en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie.

Le projet fait partie et complète le programme SwitchMed financé par l'Union européenne (<http://www.switchmed.eu/fr>), et a reçu une aide de 5 millions d'euros de l'Autriche pour améliorer l'adoption des CPD/URR et les activités de démonstration pour les industries écologiques, les entreprises et les acteurs locaux en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Turquie. Le financement autrichien pour les Balkans occidentaux et la Turquie est distribué par la BERD et rassemblé dans un nouveau fonds appelé le fonds DRIVE.



«Le principal enjeu consiste à créer une culture de production durable parmi les entreprises, en particulier dans les PME, car il est très important d'apprendre des expériences des projets labellisés par l'Union pour la Méditerranée.»

Mevlüt Hürol Mete

Ministère de la Science, de l'Industrie et de la Technologie de Turquie

BlueGreen Med-CS: Interconnecter la société civile dans la région méditerranéenne à travers les questions liées à l'environnement et à l'eau

L'objectif global de ce projet consiste à renforcer les opportunités existantes et promouvoir de nouvelles opportunités de coopération et opportunités financières parmi les organisations de la société civile (OSC) euro-méditerranéennes qui se consacrent aux questions de l'eau et de l'environnement, optimisant ainsi leur contribution au développement durable de la région.

Le projet BlueGreen a été présenté par MIO-ECSDE, le Bureau méditerranéen d'information sur l'environnement, la culture et le développement durable, lors du 5e Groupe d'experts de l'eau, qui s'est tenu à Luxembourg les 23 et 24 novembre 2015. BlueGreen a mené des activités de renforcement des capacités en parallèle au programme Horizon 2020/SWIM. L'Initiative pour les zones humides méditerranéennes a rejoint le projet en tant que co-promoteur en 2015.



AMÉLIORER LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE ET L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES GRÂCE À L'ÉDUCATION

L'activité de l'Union pour la Méditerranée dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle vise à répondre directement aux défis socio-économiques majeurs de la région, notamment concernant l'emploi des jeunes, l'inadéquation des compétences, la transition de l'université au marché du travail, l'intégration des jeunes sans emploi, ne suivant ni études ni formation (NEET en anglais), en renforçant les liens entre les universités et le secteur privé.

L'année 2015 a mis en exergue la nécessité pour le Secrétariat général de l'UpM d'investir davantage dans la formation professionnelle, en insistant fortement sur le niveau régional.



«Le programme va certainement m'aider à développer mon cursus et mon parcours professionnel à l'avenir parce que le programme de Master en communication commerciale interculturelle d'EMUNI couvre des sujets intéressants pour quelqu'un comme moi qui souhaite travailler dans un environnement interculturel.»

Mohamed Bouagina
Étudiant de l'université EMUNI



Dialogue régional

- Tout au long de l'année, le Secrétariat général de l'UpM a suivi de près et contribué au **Dialogue 5+5 sur l'enseignement et la formation professionnelle** et au **Dialogue 5+5 sur l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation**, avec plusieurs opportunités pour établir des synergies avec des projets labellisés par l'UpM et des actions concrètes dans leurs domaines respectifs. Les 23 et 24 mars, les ministres de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ont tenu une réunion à Madrid (Espagne) et invité officiellement le Secrétariat général de l'UpM à devenir leur Secrétariat ad hoc.
- Le Secrétariat général de l'UpM a participé activement à la 20^e réunion du **Groupe euro-méditerranéen de hauts fonctionnaires pour la recherche et l'innovation (Euro-Med GHF)** qui s'est tenue le 23 novembre à Bruxelles (Belgique).
- Les contacts et les consultations entre le Secrétariat général de l'UpM et les pays participants au **Partenariat en recherche et développement dans la région méditerranéenne (PRIMA)** se sont accrus suite à l'approbation de la Commission européenne en 2015 de l'évaluation des impacts de démarrage de la proposition présentée par les pays. PRIMA est un programme de recherche intégré à long terme portant sur le développement alimentaire et les ressources en eau pour développer des sociétés euro-méditerranéennes inclusives, durables et saines. Le Secrétariat général de l'UpM a été proposé par les États membres comme l'organisation qui pourrait accueillir la structure d'exécution spécifique du programme.
- Les 16 et 17 juillet 2015, la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne a demandé à l'UpM d'être le cadre institutionnel pour le développement d'une initiative aux multiples acteurs sur l'emploi des jeunes à travers la mise en place d'une formation professionnelle dans les pays du Maghreb. En étroite collaboration avec les trois pays ciblés (Algérie, Maroc et Tunisie), le Secrétariat général de l'UpM a joué un rôle actif dans la phase préparatoire de l'initiative en réalisant un travail intersectoriel entre les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, du développement des entreprises, et des affaires civiles et sociales.



Les ministres de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Dialogue 5+5 ont invité le Secrétariat général de l'UpM à devenir leur Secrétariat spécifique



La présentation officielle du programme PRIMA à Madrid



Soutenir les centres régionaux d'enseignement supérieur euro-méditerranéens



Lancement du programme d'études de master de l'EMUNI sur la communication commerciale interculturelle

L'université euro-méditerranéenne de Fès (UEMF)

Projet emblématique faisant suite à l'initiative de Sa Majesté le Roi du Maroc, Mohammed VI, l'université euro-méditerranéenne de Fès (UEMF) a pour objectif de devenir un prestigieux centre régional d'excellence ouvert aux étudiants de tous les États membres de l'UpM et au-delà, pour accueillir en 2024 plus de 6 600 étudiants et offrir un large éventail de programmes, allant des sciences humaines et sociales à l'ingénierie.

L'UEMF contribuera à promouvoir le dialogue, l'échange culturel et la coopération en matière d'enseignement supérieur et de recherche entre les deux rives de la Méditerranée. Les travaux de préparation pour la construction du campus de l'université euro-méditerranéenne de Fès (UEMF) ont démarré en mars 2015.

Des locaux temporaires ont été établis au technoparc de Fès-Shore, où les premiers programmes de master et de doctorat en énergie renouvelable et efficacité énergétique, et en génie environnemental, accrédités par le ministère marocain de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation de cadres, sont en cours d'exécution. Près de 50 étudiants sont actuellement inscrits.

Outre ces programmes, le premier institut euro-méditerranéen de technologie INSA Euro-Méditerranée a lancé ses premiers programmes avec 65 étudiants inscrits (sur plus de 1 700 candidatures). Placée au cœur de l'UEMF, cette école d'ingénieurs résulte d'un accord passé entre le groupe français INSA, l'UEMF et un consortium d'universités d'Italie, du Maroc, du Portugal et d'Espagne.

D'ici 2024:

6 600 étudiants

de toute la région euro-méditerranéenne,
d'Afrique et du Moyen-Orient

SERONT INSCRITS



et **583 membres du
personnel supplémentaires**
SERONT EMPLOYÉS



À l'occasion de la conférence annuelle de l'UpM à Barcelone (Espagne), le 26 novembre, les présidents de l'université EMUNI et de l'université euro-méditerranéenne de Fès (UEMF) ont signé un protocole d'accord pour renforcer les synergies entre les centres régionaux d'enseignement supérieur et de recherche (mobilité des étudiants et faculté, collaboration dans la recherche académique et scientifique, élaboration de programmes d'études complémentaires, collecte de fonds commune, organisation d'événements communs, et coopération entre les comités de direction respectifs).

L'université EMUNI

En avril, l'université EMUNI, en collaboration étroite avec le Secrétariat général de l'UpM, a officiellement lancé à Portorož (Slovénie) un programme de master en deux ans en communication commerciale interculturelle, qui a déjà terminé ses deux périodes de face à face avec plusieurs étudiants des pays du sud de la Méditerranée.

Soutenue par le Secrétariat général de l'UpM, l'université EMUNI a inauguré en juin le Centre d'études arabes, islamiques et du Moyen-Orient au château de Jable près de Ljubljana (Slovénie), dans des bureaux fournis par le ministère slovène des Affaires étrangères.

Renforcer le rôle du Secrétariat général de l'UpM en tant que plateforme pour l'enseignement supérieur et la mobilité étudiante en Méditerranée

Haute opportunité en Méditerranée pour le recrutement de cadres d'excellence (HOMERe)

Labellisé dans le cadre de l'Initiative Med4Jobs, le projet HOMERe encourage les expériences de mobilité de stage au sein d'entreprises transnationales du bassin méditerranéen afin d'améliorer les perspectives d'employabilité des étudiants de troisième cycle et d'aider les employeurs du sud de la Méditerranée à entrer en contact avec des jeunes talentueux. Le projet profitera à 105 étudiants sur les deux prochaines années. Il a été officiellement lancé le 17 mars 2015 à Marseille, en France. Pendant la première année, le projet a profité à neuf étudiants, dont cinq femmes, qui ont suivi un stage de six mois dans plusieurs villes françaises. L'impact du projet sur leur emploi fut largement positif puisque huit d'entre eux ont été immédiatement recrutés après leur stage en région méditerranéenne. Plusieurs autres entreprises ont manifesté leur intérêt envers le projet, notamment des pays qui, au départ, ne faisaient pas partie du consortium (Malte et Portugal).

Des contacts ont été établis avec un projet financé par l'Union européenne (Tempus), qui consiste à développer une plateforme électronique d'intermédiation entre des stagiaires et des entreprises offrant des stages dans le sud de la Méditerranée (SEMSEM). Cette plateforme sera disponible sur HOMERe en 2016 suite à la signature d'un protocole d'accord.



Lancement du projet HOMERe



Améliorer la qualité de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur dans la région euro-méditerranéenne

Réseau méditerranéen nouvelle chance (MedNC)

Labellisé dans le cadre de l'Initiative Med4Jobs, le projet Réseau méditerranéen nouvelle chance (MedNC) a été lancé en Tunisie le 12 janvier 2015 et a témoigné de son efficacité dans la création d'une dynamique transnationale axée sur la croissance inclusive, fondée à la fois sur le dialogue régional et l'élargissement progressif vers de nouveaux pays. Promu par l'Office de Coopération Économique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO) en partenariat avec l'École de la Deuxième Chance de Marseille (E2C-Marseille) et l'Agence française de développement (AFD), MedNC vise à créer un réseau de systèmes «Nouvelle Chance» accrédités pour l'intégration professionnelle et sociale des jeunes exclus du marché du travail. Visant à la fois les jeunes n'ayant pas terminé leur scolarité et les jeunes diplômés au chômage, le projet repose sur un modèle pédagogique E2C ayant fait ses preuves et spécifiquement adapté au contexte et aux besoins des pays du sud de la Méditerranée, actuellement le Maroc, la Tunisie et l'Algérie.

En juillet 2015, l'ISCAE (Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises) et l'université de la Manouba se sont associés pour conclure la première édition du programme Nouvelle Chance de l'ISCAE. La formation a duré six mois et impliqué un total de 17 professeurs, 15 formateurs bénévoles et 22 étudiants, dont 19 étaient des femmes. Grâce à cette expérience fructueuse, les promoteurs du projet envisagent maintenant de continuer à étendre le programme en Tunisie.

Le projet MedNC est actuellement reproduit dans d'autres pays des deux rives de la Méditerranée, également touchés par le chômage des jeunes, tels que l'Espagne et l'Égypte. Le Secrétariat général de l'UpM a organisé avec l'OCEMO la première réunion des Écoles de la Deuxième Chance d'Espagne (E2O) (*Escuelas de la Segunda Oportunidad*) afin de développer un réseau espagnol de ces établissements, dans l'objectif de consolider un modèle standard d'E2O, en encourageant son développement et sa viabilité et en garantissant sa reconnaissance au niveau national tout en renforçant la coopération avec d'autres entités de la région euro-méditerranéenne. Un accord multilatéral et une charte de principes ont été signés par les entités espagnoles participantes. Une feuille de route claire envisageant l'intégration dans le projet du Réseau méditerranéen nouvelle chance (MedNC) a également été définie.

Plusieurs réunions avec des représentants institutionnels égyptiens (gouvernorat d'Alexandrie), la société civile et le secteur privé (l'Association d'entreprises d'Alexandrie et la Chambre de Commerce française en Égypte) ont eu lieu et de nombreux acteurs égyptiens ont rejoint le réseau MedNC.



Étudiants participant au programme MedNC à l'ISCAE en Tunisie (Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises)



Troisième comité de pilotage du programme MedNC



Faciliter le dialogue Nord-Sud dans les milieux de la recherche scientifique dans la région méditerranéenne

Enseignement supérieur en sécurité alimentaire et développement rural (CIHEAM)

Dans le cadre du projet «Enseignement supérieur en sécurité alimentaire et développement rural» labellisé par l'UpM, le Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) a alloué un total de 55 bourses d'études par an aux étudiantes du sud de la Méditerranée inscrites en master dans les quatre instituts du CIHEAM.

Parmi les 55 bourses, 20 ont été allouées pour l'année scolaire 2014-2015 et 21 pour 2015-2016. De plus, 14 étudiantes parmi les 20 sélectionnées en 2014-2015 ont obtenu une seconde bourse d'études pour mettre en œuvre un protocole de recherche validé par les équipes scientifiques du CIHEAM.

En juin 2015, le Secrétariat général de l'UpM a également organisé une conférence internationale avec le CIHEAM intitulée «L'enseignement supérieur agricole au XXI^e siècle», à Saragosse, en Espagne.



Conférence internationale avec le CIHEAM intitulée «L'enseignement supérieur agricole au XXI^e siècle», à Saragosse, en Espagne.



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES GENRES ET L'AUTONOMISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES: UNE DIMENSION STRATÉGIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

La région euro-méditerranéenne dans son ensemble continue d'afficher les taux les plus bas en matière de participation des femmes et d'accès à l'égalité des chances; en parallèle, avec une moyenne de plus de 28 % de jeunes chômeurs dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le taux de chômage des jeunes femmes est deux fois plus élevé que celui des hommes. Un renforcement de l'autonomisation sociale et économique des femmes permettra une meilleure réponse aux défis actuels auxquels est confrontée la région.

Jusqu'à présent, le Secrétariat général de l'UpM A ORGANISÉ:

15 ATELIERS,
SÉMINAIRES ET
CONFÉRENCES
THÉMATIQUES

Plus de **2 000**
PARTICIPANTS



8 PROJETS
ont été labellisés



43 PAYS DE
L'UpM



avec un objectif de
50 000+
BÉNÉFICIAIRES



Promouvoir la participation des femmes à la vie économique

En 2015, le Secrétariat général de l'UpM a organisé la seconde édition de la conférence de haut niveau sur la promotion de la participation des femmes à la vie économique, qui a réuni 250 experts et représentants de gouvernement de 35 pays. En plus d'étudier des moyens de surmonter les principaux obstacles à la pleine participation des femmes à la vie économique, la conférence a identifié de nouveaux projets et de nouvelles initiatives, ainsi que de nouvelles possibilités de partenariat.



Samira Merai-Friaa prononçant un discours lors de la conférence de haut niveau sur l'autonomisation des femmes.

Dialogue régional

En parallèle de la conférence de haut niveau sur la promotion de la participation des femmes à la vie économique, le premier «Dialogue régional sur l'autonomisation des femmes» a été lancé en 2015. Ce dialogue régional implique des États membres de l'UpM, ainsi que des acteurs régionaux et internationaux clés, y compris des organisations de la société civile. Le Dialogue vise à examiner la mise en œuvre des engagements ministériels adoptés par l'UpM en 2013 sur le renforcement du rôle des femmes dans la société, notamment en termes de participation des femmes à la vie économique, de lutte contre la violence, d'accès des femmes à des postes de direction et de lutte contre les stéréotypes sexistes. Une méthodologie visant à mettre en œuvre le dialogue régional a été préparée en étroite collaboration avec les membres de l'UpM ayant participé à la réunion de hauts fonctionnaires spécifique et a été envoyée par la co-présidence aux 43 États membres de l'UpM. Il a été décidé de créer 4 groupes de travail associés à 4 domaines sélectionnés, qui travailleront sur un rapport d'avancement qui alimentera les conclusions de la prochaine conférence ministérielle de l'UpM sur l'autonomisation des femmes.



«J'aimerais saluer l'excellent travail de l'UpM visant à encourager le dialogue au-delà des frontières et votre engagement ferme quant aux progrès réalisés en matière d'égalité des genres et de droits des femmes.»

Phumzile Mlambo-Ngcuka
Directrice générale d'ONU Femmes



Soutenir l'Agenda régional concernant l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes avec des initiatives et des projets concrets

Jeunes femmes créatrices d'emploi

Promoteur: AFAEMME

La seconde phase du projet, qui fait partie de l'Initiative Med4Jobs, a démarré en avril 2015 et a été officiellement lancée le 21 mai 2015 parallèlement à la conférence de haut niveau de l'UpM sur la promotion de la participation des femmes à la vie économique.

Cette phase cible l'Albanie, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Palestine et la Tunisie, et vise à promouvoir le travail indépendant et l'entrepreneuriat parmi 2 000 jeunes femmes étudiant à l'université. Au moins 70 jeunes femmes devraient lancer avec succès leur projet d'entreprise d'ici la fin du programme. Le projet est financé par le gouvernement norvégien, la Principauté de Monaco et les fonds propres du promoteur.

Les partenaires du projet des pays ciblés ont mis en place les Journées de l'entrepreneuriat féminin au cours du second semestre 2015. Au moins 100 étudiantes ont profité des JEF dans chaque pays. Plus de la moitié de ces jeunes femmes sont actuellement formées et conseillées pour transformer leurs idées d'entreprise en plans d'affaires qui seront examinés et approuvés ultérieurement comme plans d'affaires professionnels. Les meilleures idées d'affaires bénéficieront d'un encadrement individuel à chaque étape pour créer leurs entreprises et les aider à obtenir un financement.



«Je suis aujourd'hui une jeune entrepreneur dans mon pays. J'ai créé ma propre entreprise dans le but de construire une école privée pour fournir un enseignement de la maternelle au lycée. L'école sera construite dans une zone rurale du Maroc.»

Soukeina El Bouj

Bénéficiaire du projet Jeunes femmes créatrices d'emploi

Former des citoyens responsables

Promoteur: Ideaborn

Ce projet contribue à la prévention de la violence sexiste et à la promotion de l'égalité des genres par la mise en place d'un nouveau programme d'éducation civique en Tunisie, au Maroc et en Égypte.

Le projet a démarré en avril 2015 et son lancement officiel a eu lieu le 21 mai 2015 suite à la conférence de l'UpM 2015 sur les femmes. Le diagnostic national sur la promotion de l'égalité des genres dans le système scolaire s'est déjà achevé au Maroc et prendra bientôt fin en Tunisie.

Une partie du projet est financée par le gouvernement norvégien. Un nouvel accord a été signé en décembre 2015 avec la Principauté de Monaco, qui apportera également sa contribution financière au projet.



Développer l'autonomisation des femmes

Promoteur: Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée

Lancé en mai 2015 et financé par le gouvernement français, ce projet soutient les femmes de la région euro-méditerranéenne dans leur quête d'autonomisation et d'égalité des genres. Pour ce faire, des actions concrètes sont nécessaires, notamment:

- la diffusion d'informations et de connaissances en matière d'égalité des genres;
- la création d'un réseau d'associations et d'organisations consacrées aux femmes et à l'égalité des genres;
- le développement de projets de proximité sur le terrain, principalement consacrés à l'autonomisation socio-économique des femmes dans le sud de la Méditerranée.

Les trois objectifs mentionnés sont tous étroitement liés et soutenus par une plateforme trilingue français, arabe, anglais disponible en ligne.

Sept ateliers de consultation nationaux destinés à évaluer les progrès réalisés en matière d'égalité des genres et à fournir des recommandations aux responsables politiques ont été organisés en 2015 par des associations locales dans les pays ciblés du sud de la Méditerranée. Ils ont eu lieu à Oran (Algérie), à Gizeh (Égypte), à Irbid (Jordanie), au Mont-Liban (Liban), à Marrakech et à Safi (Maroc), en Cisjordanie (Palestine), et à Sousse et Monastir (Tunisie).

Les compétences au service de la réussite : employabilité des femmes

Promoteur: AMIDEAST

Le projet a pour objectif de soutenir 450 jeunes femmes et jeunes filles défavorisées de Jordanie, du Liban, du Maroc, d'Égypte et de Tunisie afin qu'elles acquièrent les outils pratiques et les connaissances nécessaires pour accéder aux marchés du travail, tels que la maîtrise de l'anglais en situation professionnelle, les compétences informatiques, la communication commerciale et les techniques de recherche d'emploi.

À la fin de l'année 2015, les activités de formation avaient démarré dans plusieurs villes du Liban et avaient déjà été réalisées en Jordanie et au Maroc. Le pourcentage d'emplois obtenus par rapport au nombre total de bénéficiaires dans ces deux pays est estimé à 49 %. Près de 30 % des bénéficiaires ont décidé de poursuivre leurs études en raison du programme. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Initiative Med4Jobs.



Jeunes femmes assistant à l'une des séances de formation du projet, en Jordanie



«Avant de m'inscrire au programme «Les compétences au service de la réussite», j'étais tellement perdue et confuse sur ce que je devais faire de ma vie et quel futur emploi choisir. Puis j'ai eu la chance de rencontrer de merveilleux formateurs qui savaient comment me guider pour obtenir l'emploi de mes rêves et découvrir mes compétences. Je me suis rendue compte que j'avais juste besoin de la bonne impulsion positive et je les en remercie. Trois semaines après avoir terminé le programme, j'ai obtenu un nouvel emploi à Excelsa, à Casablanca.»

Asmaa

Diplômée du programme «les compétences au service de la réussite»

CROISSANCE CEED: développement des petites et moyennes entreprises

Promoteur: CEED

Ce projet, qui s'inscrit également dans le cadre de l'Initiative Med4Jobs, a été labellisé le 24 mai 2015. L'objectif global est d'améliorer les compétences en matière de direction, de gestion et d'entrepreneuriat de 300 petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes entrepreneurs et d'augmenter leur nombre afin d'accroître le nombre d'emplois créés.

Promouvoir l'autonomisation des femmes pour le développement industriel inclusif et durable dans la région MENA

Promoteur: ONUDI

Ce projet fait partie de l'Initiative Med4Jobs et a été labellisé le 27 novembre 2015. Il vise à rendre l'environnement économique plus favorable aux femmes, à renforcer le développement de l'entrepreneuriat, à sensibiliser et à mobiliser des financements, des technologies et des partenariats pour la création et le développement d'entreprise. Le projet est géré par des associations d'entreprises de femmes dans sept pays du sud de la Méditerranée. La première phase, financée par le gouvernement italien, a démarré en 2015.



66 %
DE RENDEMENT SUPÉRIEUR
sur le capital investi pour
les entreprises employant
plus de femmes dans leurs
comités de direction



Femmes d'avenir en Méditerranée: la prochaine génération de dirigeants (FAM)

Promoteur: Sciences Po

Le projet FAM a été labellisé à Amman, en Jordanie, en 2015. Il dynamise les carrières professionnelles de jeunes femmes en renforçant leurs compétences, les aide à accéder à des postes à responsabilité élevée et accroît leur aptitude à défendre l'égalité des genres. Le projet a accueilli ses premières diplômées en 2015; 19 femmes ont eu l'opportunité de participer à un programme intensif de deux semaines qui visait à les sensibiliser aux défis de l'égalité des genres dans la région et à leur offrir une formation spécifique en développement personnel et professionnel, notamment pour savoir s'exprimer en public et négocier. Ce projet est financé par le gouvernement français.



Les premières diplômées de Femmes d'avenir en Méditerranée : la prochaine génération de dirigeants

Participation des femmes à la vie économique et aux TIC dans la région méditerranéenne: contraintes et opportunités

Un atelier de l'UpM a identifié les obstacles et les contraintes qui empêchent la pleine participation des femmes au secteur du numérique tout en étudiant les opportunités offertes par le secteur et en mettant en lumière les bonnes pratiques de la région. L'atelier, qui a réuni des représentants d'acteurs clés en Méditerranée, a permis d'aboutir à deux principaux résultats: un protocole d'accord signé avec Microsoft Maroc pour développer des activités communes favorisant l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) aux femmes et aux jeunes, et un projet régional en cours de développement en partenariat avec le PNUD pour renforcer la participation des femmes à la vie économique par le biais des TIC et de l'innovation.



L'atelier aux multiples parties prenantes organisé à Barcelone en mars 2015

Liens renforcés avec les partenaires institutionnels de l'UpM

Tout au long de l'année 2015, le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée a travaillé en étroite collaboration avec les États membres, les institutions européennes, les organisations internationales et régionales, le secteur privé et la société civile pour continuer à améliorer la coopération et la compréhension entre les deux rives de la Méditerranée. Le Secrétariat général a étendu ses partenariats à des acteurs non gouvernementaux, en les intégrant comme partenaires dans les dialogues régionaux, en les faisant participer à ses plateformes techniques, ou en tant que promoteurs et partenaires des projets labellisés par l'UpM au niveau opérationnel.

PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Liens renforcés avec les partenaires institutionnels de l'UpM



Le Secrétariat général de l'UpM a renforcé les relations et les synergies avec les partenaires euro-méditerranéens, tels que les parlementaires, les autorités locales et les acteurs socio-économiques, motivés par l'importante implication que permet l'UpM à son processus et à son écosystème.

Le Secrétariat général a travaillé en étroite collaboration avec l'écosystème de l'UpM et les différents acteurs, en organisant des actions et des événements communs, en développant avec eux des synergies pour maximiser la coopération et l'intégration régionales par le dialogue et l'échange d'idées et de bonnes pratiques.

En tant que co-présidente de l'UpM, l'**Union européenne** est plus qu'un simple partenaire. Il s'agit d'un acteur central dans les activités de l'UpM. Les interactions et les synergies entre l'UpM et les institutions européennes – **le Conseil, la Commission, le Service européen d'action extérieure, le Parlement européen** – se sont consolidées en 2015. La **Commission européenne** joue un rôle essentiel dans le développement des projets et est l'un des principaux bailleurs de fonds du Secrétariat général. Le réexamen de la politique européenne de voisinage en 2015 a confirmé un solide soutien au rôle croissant de l'UpM concernant la dimension régionale de la politique de voisinage du sud.

Le Secrétariat général a poursuivi son étroite collaboration avec les parlementaires de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), du Parlement européen et des parlements nationaux des pays de l'UpM

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

A l'instar des années précédentes marquées par une étroite collaboration, le Secrétariat général de l'UpM a travaillé en relation avec le bureau de l'AP-UpM et les commissions des Affaires étrangères, Droits de l'Homme, Femmes et Enseignement, afin de renforcer les synergies et d'assurer une meilleure compréhension et visibilité du travail de l'UpM. Le Secrétariat général a participé à des événements de l'AP-UpM et à des commissions, et a accueilli des délégations de l'AP-UpM et des réunions de commission.

Parlement européen

Une séance de travail a eu lieu à la commission des Affaires étrangères du Parlement européen le 22 juin 2015 pour présenter le rapport d'activité 2014 du Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée et son programme de travail 2015. Les projets et initiatives développés par le Secrétariat général ont fait l'objet de discussions, ainsi que le bilan et les perspectives de développement de l'UpM en tant que plateforme politique opérationnelle pour la promotion d'une intégration régionale en Méditerranée.

Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM)

Le Secrétariat général de l'UpM a renforcé la coopération avec les parlementaires nationaux des pays membres de l'APM, en s'attachant particulièrement à développer davantage les synergies entre l'APM et l'AP-UpM.

Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM)

Outre ses relations institutionnelles avec les gouvernements à l'échelle nationale, le Secrétariat général de l'UpM a continué de travailler étroitement avec les autorités régionales et locales afin d'améliorer la dimension locale de sa coopération régionale et de ses projets régionaux. Le Secrétariat général de l'UpM a renforcé sa coopération avec l'ARLEM. Ensemble, ils ont développé un projet de renforcement des capacités dans le domaine du développement urbain durable, que l'ARLEM a l'intention de développer avec le réseau de villes euro-méditerranéennes **MedCités**. La contribution de **l'ARLEM** s'est révélée pertinente pour l'élaboration de la Convention des Maires, avec plus de six mille signataires de toute la région, mobilisés pour répondre aux défis du changement climatique en Méditerranée impliquant des députés et des élus régionaux et locaux dans les activités de l'UpM. Cela assure une plus grande proximité avec nos bénéficiaires et améliore la coopération et l'intégration régionales.

Fondation Anna Lindh

Eu égard à l'impérieuse nécessité d'une meilleure compréhension culturelle mutuelle et de l'implication de la société civile dans le développement de la région euro-méditerranéenne, une proximité renforcée avec la **Fondation Anna Lindh** a été encouragée.

Organisée par le Secrétariat général de l'UpM à l'initiative du Royaume d'Espagne, en partenariat avec la Fondation Anna Lindh, le KAICIID, l'UNACF et l'Union européenne, **une réunion de haut niveau portant sur le dialogue interculturel et interreligieux** a eu lieu au siège de l'UpM à Barcelone les 22 et 23 juillet 2015. Plus de 80 représentants des institutions en charge du dialogue et de la coopération interculturels, des organisations interreligieuses et des autorités religieuses y ont participé. Des groupes de discussion réunissant les différentes institutions débiteront le travail commun d'identification des bonnes pratiques et de rédaction d'un document dressant les mesures mises en œuvre, ainsi que d'identification des zones de collaboration commune (voir page 8).

Comité économique et social européen (CESE) et Conseil de l'Europe

Le Secrétariat général de l'UpM a renforcé ses relations avec le Comité économique et social pour échanger sur les priorités et les principaux domaines de travail de l'UpM, tels que l'autonomisation des femmes, la création d'emplois et l'entrepreneuriat.

Conjointement avec le Conseil de l'Europe, le Secrétariat général de l'UpM a identifié d'éventuels domaines de coopération, tels que l'éducation, les jeunes, l'égalité des genres et le dialogue interculturel et interreligieux. S'appuyant sur le travail du Conseil de l'Europe et de l'UpM dans le domaine de l'égalité des genres, les deux institutions ont travaillé en symbiose sur le sujet. Le Conseil de l'Europe participe ainsi activement au groupe de pilotage pour la préparation de la conférence sur les femmes de l'UpM. Le Secrétariat général de l'UpM poursuit sa collaboration avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, notamment dans le cadre d'une participation active au forum annuel du CNS à Lisbonne, envisageant l'établissement d'un partenariat étroit pour promouvoir le dialogue et la coopération dans la région euro-méditerranéenne.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

En octobre 2015, le Secrétariat général de l'UpM a signé un protocole d'accord avec l'UNESCO pour promouvoir la coopération entre les deux institutions, relatif à l'établissement et la promotion des projets en Méditerranée, en insistant tout spécialement sur les jeunes.

Le Secrétariat général de l'UpM et l'UNESCO disposent d'un immense potentiel de coopération dans différents domaines, au vu des complémentarités existant entre leurs activités respectives. L'identification de projets concrets dans le cadre desquels ces complémentarités peuvent être mises en valeur a déjà commencé.

PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Liens renforcés avec les partenaires institutionnels de l'UpM

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)

Le Secrétariat général de l'UpM a amorcé une coopération avec l'OSCE, notamment dans les domaines de la coopération et la sécurité régionales.

Des contacts sont en cours pour établir une initiative commune entre le Secrétariat général de l'UpM et l'OSCE. Il s'agit d'élaborer un plan sur le climat et la sécurité en Méditerranée afin de définir des initiatives et des projets visant à réduire les menaces transfrontalières liées au climat. Cette action va permettre de mettre en œuvre des projets concrets qui profiteront à l'ensemble de la région euro-méditerranéenne.

Coordination renforcée avec les institutions méditerranéennes

Outre les partenaires déjà mentionnés, le Secrétariat général de l'UpM a renforcé de solides partenariats avec des partenaires institutionnels du nord et du sud de la Méditerranée et d'autres régions, essentiels pour mettre en œuvre avec succès les actions et les projets soutenus par le Secrétariat général, dont certains font également la promotion des projets de l'UpM: **l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME)**, **BUSINESSMED**, **l'Institut de Prospective Économique du Monde Méditerranéen (IPEMED)**, le **Centre de Marseille pour l'intégration méditerranéenne (CMI)**, **l'Institut Européen de la Méditerranée (IEMed)**, **Casa Mediterraneo**, la **Commission inter-méditerranéenne de la Conférence des régions périphériques et maritimes (CRPM)**, **l'Union internationale des transports routiers (IRU)**, **Medgrid**, **l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie (OME)**, le **Centre Régional pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (RCREEE)** et **l'Istituto di Studi sulle Società del Mediterraneo (ISSM)**.

Bâtir des partenariats avec les acteurs financiers

Le Secrétariat général de l'UpM a progressivement réorienté sa stratégie, de collectes de fonds individualisées par projet, vers des partenariats à long terme plus larges et structurés avec certains des plus importants bailleurs de fonds de la région susceptibles de soutenir les projets de l'UpM sur une base thématique. Par conséquent, outre **les efforts relatifs à son engagement dans des projets spécifiques**, le Secrétariat général a organisé **des réunions avec plusieurs organisations partenaires** en fonction de leurs domaines d'intervention et de leurs synergies potentielles dans leurs activités sur le terrain.

Les principaux contributeurs financiers, notamment la Commission européenne, la **Banque européenne d'investissement**, la **Banque européenne pour la reconstruction et le développement**, et les États membres de l'UpM, ont continué à soutenir activement l'UpM.



Le Secrétariat général a poursuivi sa stratégie de financement vers un réseau plus large et durable de bailleurs de fonds, y compris un partenariat stratégique de financement de projets avec la Norvège, dont le gouvernement a exprimé la volonté de conclure un partenariat à long terme avec l'UpM. Des contacts similaires sont entretenus avec l'Agence française de développement (AFD), l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (ASDI) et l'Agence espagnole pour la Coopération internationale pour le développement (AECID).

Organisations et initiatives régionales, sous-régionales et internationales

La **Ligue des États arabes** est un partenaire clé pour l'UpM. Elle a participé activement aux réunions de hauts fonctionnaires de l'UpM.

Le Secrétariat général de l'UpM s'est impliqué de plus en plus, dans le cadre du **Dialogue 5+5**, dans les activités les plus directement liées à ses domaines d'actions prioritaires.

Plusieurs actions et initiatives ont été développées en 2013 et 2014 avec le **Conseil des États de la mer Baltique**, le **Groupe de Visegrád**, l'**Union du Maghreb arabe** (UMA) et l'**Unité technique de l'Accord d'Agadir**.

Le Secrétariat général de l'UpM a également engagé des contacts préliminaires avec un certain nombre d'institutions régionales, telles que l'**Organisation de coopération économique de la mer Noire**, le **Conseil de coopération régional**, l'**Initiative « Mers adriatique et ionienne »** et le **Secrétariat du Commonwealth**.

Le Secrétariat général de l'UpM a participé à la 12^e réunion des ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5 à Tanger les 6 et 7 octobre 2015, sous la co-présidence du Maroc et du Portugal. La réunion portait essentiellement sur une question fondamentale dans la région: «La jeunesse, gage d'une Méditerranée stable et prospère.»

«Les ministres reconnaissent le rôle essentiel joué par l'Union pour la Méditerranée, forum unique de coopération réunissant tous les pays méditerranéens, en tant que plateforme de dialogue et de partenariat qui, sous l'impulsion de son Secrétaire général, a réussi à devenir une véritable «agence de projets» visant à promouvoir le potentiel de l'intégration régionale et la cohésion entre les pays euro-méditerranéens. Ils soulignent l'importance du Secrétariat général de l'UpM, qui continue de promouvoir des projets concrets et structurels générant des avantages positifs pour les populations des pays membres, ainsi que la croissance et le développement économique et social qui en découlent.»

Conclusions de la 12^e réunion sur le Dialogue 5+5 des ministres des Affaires étrangères de la Méditerranée occidentale

Partenariats développés en 2015

JANVIER

8 CIHEAM*



13 
Comité économique
et social européen
(CESE)

26 
Ministère espagnol
de l'Économie et de la
Compétitivité

FÉVRIER

11 AFAEMME



16
Agence pour la
coopération internationale
et le développement local
en Méditerranée



MARS

14
Université
britannique en
Égypte



AVRIL

8 EMUNI*



10 
Union internationale
des transports
routiers (IRU)

MAI

4 IPEMED



22 ONUDI



JUIN

9 BUSINESSMED



18 
Organisation de
coopération économique
de la mer Noire (OCEMN)

OCTOBRE

14 UNESCO



NOVEMBRE

26
Centre d'études des transports
pour la Méditerranée occidentale
(CETMO)

26
Secrétariat de
la Charte de
l'Énergie



* Convention/accord de partenariat pour co-organiser des événements communs



La communication de l'UpM en 2015

Sensibiliser un public plus large

Pendant l'année 2015, le Secrétariat général de l'UpM a lancé une campagne pour identifier, mobiliser et informer régulièrement les principaux organismes gouvernementaux, les parlementaires, les organisations internationales, les organismes non gouvernementaux, les groupes de réflexion, les universités et les analystes des politiques de la région euro-méditerranéenne.

IDENTIFIER

RECENSEMENT DES PARTENAIRES ET ACTEURS CLÉS POUR LA RÉGION

16 000
CONTACTS

INFORMÉS RÉGULIÈREMENT
PAR LA NEWSLETTER
ÉLECTRONIQUE DE L'UpM



INFORMER

UNE PRÉSENCE ACCRUE DANS LES MÉDIAS

3 000
CONTACTS MÉDIAS

PLUS DE **200**
ARTICLES PAR MOIS



MOBILISER

60
ÉVÉNEMENTS

séminaires, ateliers,
groupes de réflexion,
comités de projets, visites
et conférences de haut
niveau

PLUS DE
5 000
PARTICIPANTS





Plus de 30 000
ABONNÉS EN LIGNE

SITE WEB

Plus de
10 000 VISITES PAR MOIS



40 NOUVELLES VIDÉOS
ont été téléchargées sur le site de
l'Union pour la Méditerranée

ENTRETIENS avec des bénéficiaires, promoteurs, acteurs, etc.



Vidéos sur les priorités sectorielles de l'UpM



COMMUNICATION
Sensibiliser un public plus large

L'UpM DANS LES MÉDIAS

Pour plus d'informations : <http://ufmsecretariat.org/fr/ufm-in-the-media/>

PUBLICATIONS

Infographies

Rapports de projet

Dossiers sur les activités de l'UpM dans le domaine de l'autonomisation des femmes

Newsletters

Pour plus d'informations : <http://ufmsecretariat.org/fr/discours-documents/>

Glossaire de nos abréviations

AECID

Agence espagnole pour la coopération internationale et le développement

AFD

Agence française de développement

AP-UpM

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée

APM

Assemblée parlementaire de la Méditerranée

ARLEM

Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne

ASCAME

Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée

ATU

Unité technique de l'Accord d'Agadir

BEI

Banque européenne d'investissement

BERD

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

BM

Banque mondiale

CCECC

China Civil Engineering Construction Corporation

CCI

Centre du commerce international

CE

Commission européenne

CES-MED

Cleaner Energy Saving Mediterranean Cities

DIS

Structure d'exécution spécifique

EMDC

Centre euro-méditerranéen pour le développement

ESS

Économie sociale et solidaire

ETF

Fondation européenne pour la formation

FAO

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FARM

Premier rapport d'évaluation pour le bassin méditerranéen

GIZ

Agence de coopération internationale allemande pour le développement

GTMO

Groupe des Ministres des Transports de la Méditerranée occidentale

HOMERe

Haute Opportunité en Méditerranée pour le recrutement de cadres d'excellence

IPP-PSM

Initiative de préparation des projets du Plan solaire méditerranéen

IRPP

Groupe « Investissement pour la réduction et la prévention de la pollution »

ISCAE

Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises

LOGISMED-TA

Activités de formation LOGISMED

Maharat MED

Développer les compétences entrepreneuriales et l'employabilité – Maharat

Med4Jobs

Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi

MedECC

Réseau d'experts sur les changements climatiques et environnementaux en Méditerranée

MedNC

Réseau méditerranéen nouvelle chance

MoS

L'autoroute de la mer

OIT

Organisation internationale du travail

ONU

Organisation des Nations unies

OSCE

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

PEV

Politique européenne de voisinage

PFLEM

Plateformes logistiques euro-méditerranéennes

Plateforme de l'UpM EREE

Plateforme de l'Union pour la Méditerranée portant sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique

Plateforme de l'UpM MRE

Plateforme de l'Union pour la Méditerranée portant sur le marché régional de l'électricité

PPM

Pays partenaires méditerranéens

PRIMA

Partenariat en recherche et développement dans la région méditerranéenne

RET

Réseau Entreprendre Tunisie

RTM-T

Réseau transméditerranéen de transport

SNAP-T

Programme de conseil pour le secteur des transports dans les pays voisins du Sud

SPREF

SEMed Private Renewable Energy Framework (Cadre des énergies renouvelables privées – Région SEMed)

SUDeP

Projets de démonstration de développement urbain en matière d'énergie durable

UPFI

Initiative pour le financement de projets urbains

UpM

Union pour la Méditerranée



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

© Union pour la Méditerranée, juin 2016

© Toutes les photos Union pour la Méditerranée, excepté: cover photo © Fotolia par Adobe/calmlookphoto; p.17, 20 © GIZ; p.25 © ENPI (x2); p.28 © Pakize Adalioglu; p.33 © ENPI; p.46 © MINECO (x2); p.47 © université EMUNI; p.48 © HOMERe (x2); p.49 © ISCAE; p.50 © CIHEAM (x2); p.54 © AMIDEAST, p.55 © ENPI; et p.56 © Sciences Po.

Certaines données comprennent le premier trimestre 2016.

Tous droits de production et de traduction réservés pour tous les pays.

Imprimé à Barcelone, Espagne.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

Suivez l'actualité du Secrétariat général de l'UpM sur :



www.facebook.com/ufmsecretariat



[@UfMSecretariat](https://twitter.com/UfMSecretariat)



www.linkedin.com/company/union-for-the-mediterranean



Palau de Pedralbes
Pere Duran Farell, 11
08034 Barcelone, Espagne

Tél. : 00 34 93 521 4100
Fax : 00 34 93 521 4102
Courriel : info@ufmsecretariat.org
Site web : www.ufmsecretariat.org